

SAFRONTIÈRE

Semaine du 2 au 9 mai 1981

N° 22 6,00 FF Maroc 4,40 DH—Tunisie 400 M.

HEBIDO

GREVE DE LA FAIM DE LYON :

Giscard fait répondre par le ministre de l'intérieur

— *Expulsions des jeunes :*

Trois mois de sursis

— *Création d'un groupe d'études*

ELECTIONS

*La « question immigrée »
fera-t-elle la décision ?*



Orléans :

Le record des expulsions



A l'heure des éboueurs

INTERVIEW

**D'ABDOULAYE
WADE**

Le plus beau témoignage

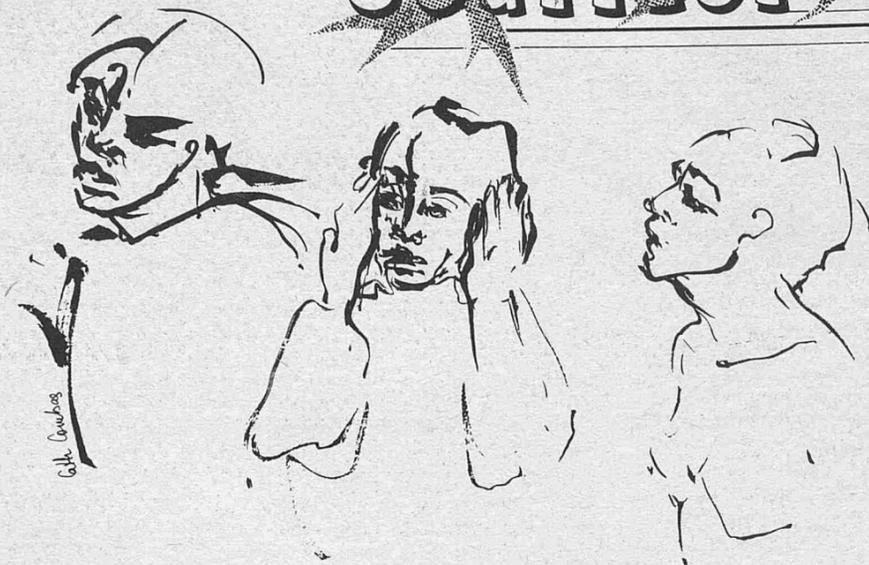
Je m'appelle François-Xavier, j'habite Poitiers dans la Vienne, j'ai 15 ans, je suis lycéen. Comme je ne suis pas majeur, que je suis sous la responsabilité de mes parents et que je ne veux pas les engager, je ne donne ni mon nom, ni mon adresse, ni ma signature, mais apporte néanmoins mon soutien et mon approbation au texte : « Non à

la France de l'Apartheid » publié dans « Sans Frontière » et m'engage à faire ce qui est indiqué dans le dernier paragraphe du texte.

Amitiés

Bon courage aux grévistes de la faim

François-Xavier



Frères bougnoules

Salut frères bougnoules, rastaquouères et tutti quanti,

Ça va plus du tout. Avant, vous étiez mensuel, bon ben, je prenais le temps de déguster chaque article. Maintenant, je suis débordé, je ne sais par où commencer, à part la page sport que j'élimine d'office, le temps de digérer un peu d'air vicieux au goût étrange voeu-nu d'ailleurs, le temps de m'arrêter aux frontières tunisiennes ou polonaises, me voilà interrompu par un parfum tout neuf, c'est le numéro suivant qu'est déjà là, qui bouscule au portillon. Et le pire, c'est que chaque page est aussi appétissante... Oh, y'a bien quelques imperfections, paragraphes tantôt inversés, style libé, tantôt ligne qui saute, on s'y fait, on s'y retrouve...

Aujourd'hui, si je prends la plume, c'est pour vous joindre un de mes peau-ame que vous jugerez peut-être incarcérable en vos colonnes, et pour ajouter mon nom aux déjà nombreuses signatures de soutien à l'action des jeûneurs lyonnais, ma griffe anonyme au milieu de ces personnalités, pour aider à poser à la façon Hemingway, cette plus que jamais cruciale question « pour qui sonne à Cotra ? »

Amitiés pacifistes, libertaires, cosmopolitic-tac, apatrides, à pas de loufoques,

Salut,

Yves le Car

Le coeur n'est pas aux réjouissances. Mais en tant qu'Algérien, je ressens, en lisant les colonnes de *Sans Frontière*, une sorte de bouffée de bonheur - plus particulièrement lorsque je parcours des yeux la liste des Signataires de l'appel « Non à la France de l'Apartheid ». Les intellectuels, les artistes ainsi que tous ceux qui luttent pour une so-

ciété du vrai partage humain, ont le devoir d'être aux côtés des trois grévistes de la faim de Lyon ; c'est pourquoi je m'associe à tous ces hommes et femmes pour qui la fraternité signifie encore quelque chose, en ce monde imbécile, truffé de loups et de vipères. Je signe *Non à la France de l'Apartheid*.

M. Abdelkader Zibouche

Ô race

Un homme était debout
Et plus loin contre un arbre
Un autre était de marbre
Le troisième qui prit la parole
et ne la rendit jamais
était d'ailleurs
Une femme était anglaise
Un monsieur enseignant s'avança
Un sixième était devant
Et le dernier bonhomme
de neige.

Comment voulez-vous donc
qu'avec des matières aussi différentes,
que les hommes
se comprennent ?

Yves le Car

Chers lecteurs et amis,

A partir du numéro 21, « *Sans Frontière* » passe de 5,00 F à 6,00 F et à 20 pages.

Vu l'augmentation du prix du papier, nous ne pouvons plus soutenir notre effort que si vous nous y aidez. « *Sans Frontière* » vit par votre effort ; faites-le connaître autour de vous.

Les abonnements restent au même tarif pour tous nos amis. Nous espérons que cela sera compris par vous tous.

« *Sans Frontière* »

M
CROISES

S de hartmann

Grille n° 11

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									

HORIZONTALEMENT

- 1. Sans nationalité ; 2. Capitale africaine-Baie d'Honshu ; 3. Succès ; 4. Cage-Rejoint la Baltique ; 5. Porter avec violence ; 6. Titane-Ornement-Note ; 7. Lac éthiopien-Chaine marocaine ; 8. Carnassiers d'Afrique ; 9. Ingénu-Ville du Cameroun.

VERTICALEMENT

- 1. Vent d'Afrique ; 2. Ville de Grèce ; 3. Gouffres-Oiseau rare ; 4. Possessif-Chevalier travesti ; 5. Physicien français ; 6. Opinion - Fin de série ; 7. Superposer-Ecrivain suisse ; 8. Tenter-Mince ; 9. Possessif-Ville de Tunisie.

Solution grille n° 10

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1	Q	U	A	T	E	M	A	L	A
2	A	R	N	I	M	S	O	U	
3	B	U	G	E	B	E	R	T	
4	O	Q	O	U	E	A	R		
5	N	U	L	T	E	R	N	I	
6	A	A	R	E	O	C			
7	A	Y	I	L	U	T	H		
8	R	S	O	M	A	L	I	E	
9	A	T	O	M	I	S	E	R	

Siège social : 35 rue Stéphenson, 75018 Paris
Tél : 606 15 68

Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin
75003 Paris. Tél. : 278 44 78

Fondateur de l'Association
« Editions Sans Frontière » :
Louis Gallimardet

Directeur de publication : Khali Hammoud
C.C.P. : 420900 F Paris

Commission paritaire N 61715

Diffusion N.M.P.P.

Imprimerie Voltaire-Roto, 93 Montreuil.

OFFRE SPECIALE

Abonnements maintenus à l'ancien tarif

A l'ordre de « Sans Frontière », 35 rue Stephenson, 75 018 Paris — C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	220F	170F	120F	70F
Europe, Afrique	280F	220F	160F	90F
Par avion	320F	290F	170F	105F

Abonnement

Réabonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Et si les immigrés faisaient la décision !

Les immigrés ont eu la tête de Georges Marchais. Il est trop tôt encore pour savoir si les voix qui ont abandonné le candidat du PC sont passées à François Mitterrand ou se sont abstenues dans l'attente du second tour. Mais une chose est sûre : une partie de l'électorat communiste n'a pas suivi le nouveau Doriot dans sa dérive raciste et la lui a fait payer très cher. On ne nous a pas consulté, et pourtant un million de gens, qui nous côtoient tous les jours, ont voté à notre place, comme par procuration.

Nous savions bien que ce parti traitait depuis longtemps « l'internationalisme prolétarien » par dessus la jambe.

Après cette première victoire, nous sommes en droit de nous demander si nous n'en aurons pas une seconde, plus retentissante encore : la tête de Giscard lui-même. Tout se joue à quelques centaines de milliers de voix. Il y a les bulletins communistes en suspens, mais il y a aussi ceux d'une fraction de l'électorat chrétien qui a provisoirement les yeux rivés sur nous.

Comment ? Depuis un mois, le problème de la « 2ème génération immigrée » est ouvertement posé par la grève de la faim de Lyon. On peut regretter qu'il le soit par des Français et non par les intéressés eux-mêmes, mais c'est un fait. On peut regretter que Christian Delorme et Jean Costil s'adressent d'abord aux chrétiens, voire à la hiérarchie, mais c'est un fait. On ne pourra plus dire que si « Brixton en France » a lieu, personne n'en était prévenu. Et cette grève, en pleine période électorale, peut avoir des répercussions immédiatement considérables.

Il a annoncé la couleur dès 1956 : plutôt voter les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet, dans son ratissage des djebels, que de rompre une alliance électorale qui pouvait lui laisser espérer un strapontin. Aujourd'hui, les maires, les cadres moyens du Parti sont tous des anciens d'Algérie. Tous gagnés par le dérapage d'il y a 25 ans. Non seulement co-cardiers mais Dupont-Lajoie dans l'âme. Jusqu'à ce Noël 80, où ils passèrent ouvertement aux actes en nous envoyant ce bulldozer à la gueule. Ce jour-là, nous nous sommes dit : le parti « communiste » français est définitivement mort.

Nous sommes toujours trop fatalistes. C'était compter sans

Voilà trois hommes qui s'approchent de la mort pour défendre un million de jeunes, eux-mêmes en sursis. Leurs amis se sont adressés aux candidats à la Présidence de la République. Qu'ont répondu les deux principaux ?

Le socialiste s'est prononcé dans les deux heures qui ont suivi dans les termes d'une noblesse certaine : « atteinte aux droits de l'homme... Ces pratiques (de rejet) sont inacceptables. Si je suis élu... je demanderai au Gouvernement d'y mettre immédiatement fin et de présenter les dispositions législatives nécessaires pour que nul désormais ne puisse y avoir recours. »

Qu'à dit Giscard ? Lui personnellement, rien. Il est au-dessus de cela. Deux semaines après avoir été directement interpellé il a daigné faire savoir, par son porte-parole, qu'il se prononcerait avant la fin avril. Au rendez-vous prévu il n'y avait que Bonnet, le premier flic de France, qui réduisit le drame à sa plus simple expression : « problème concernant

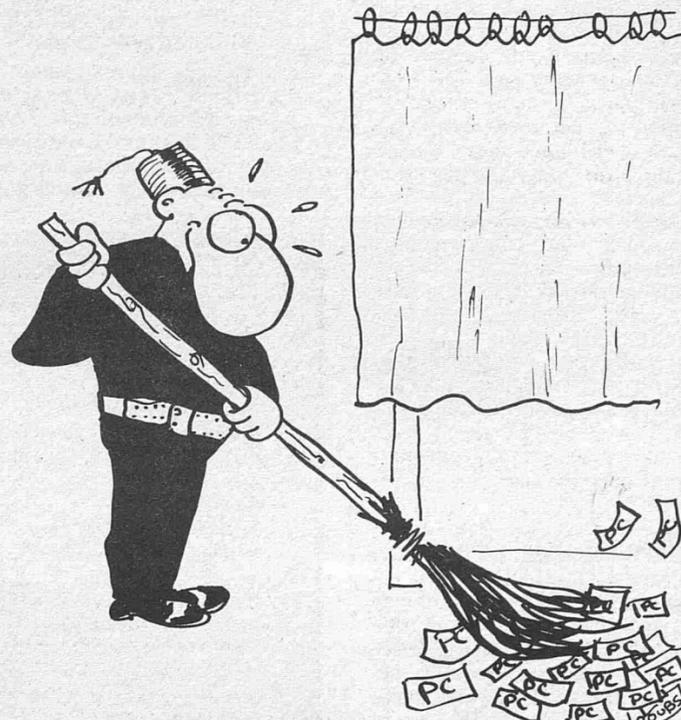
ce sursaut de la base. La France n'est pas encore ce pays unanimement blanchi par la Mère Denis qui cisconscrit ses minorités raciales avant de les résorber aux enzymes casqués. Le moribond, c'est le secrétaire général du PCF, ce fou dangereux. Son parti, lui, va peut-être connaître, dans les mois qui viennent, un profond bouleversement interne. Nous le lui souhaitons s'il tient à conserver une utilité historique. Sinon, sa place sera bientôt prise, dans les banlieues du moins, par les gestionnaires du PS, qui ont le vent en poupe, et par les organisations autonomes d'une jeunesse multiraciale qui a pour elle la force démographique et le sens de ce siècle.

certains jeunes immigrés délinquants... A l'heure où la sécurité du territoire, comme dans les autres pays européens, est constamment menacée par le climat de violence... Soucieux (cependant) de concilier les exigences de la justice et les traditions d'humanisme... » accorde trois mois de sursis aux expulsés (détail : page 10).

Que des grévistes de la faim arrêtent ou non, trois cardinaux vont se retrouver dans les prochaines heures à leur chevet. Les messages dont nous venons de faire état seront décortiqués, étalés au grand jour et les chrétiens de France amplement informés de la manière dont leur favori à l'Elysée traite les grands problèmes humains.

Les immigrés ne votent pas, dit-on. Dans ce pays au souffle court, dont l'avenir se joue sur une imperceptible oscillation de pèse-lettre, même les muets ont du poids. Il risque bien d'ailleurs d'être décisif.

Sans Frontière



raud ? Elle qui fut avec Pierre Juillet, l'une des éminences grises du brain-trust Pompidolien : serait-on trop éloigné des orientations initiales du gaullisme ? ou du Pompidou-Gaullisme ?

La candidature de Jacques Chirac, est-ce seulement son appétit pour le pouvoir qui parlait ? Bien qu'il vote personnellement pour V.G.E., il n'en appelle pas moins son électoral à voter en son âme et conscience pour la France... Sa candidature en elle-même constitue un désaveu certain de la politique Giscardienne. Comment pourrait-il en être autrement ? Paris était privé de prévôt depuis Etienne Marcel et autres, aussitôt que la capitale en retrouve un, ce dernier risque sa mairie pour une présidence !!! Or, certains faits tendraient à prouver qu'on est maire d'une grande ville presque à vie, à la différence d'une présidence dont le temps de fonction est des plus aléatoires. Bref, le 1er Maire de la capitale, Premier Ministre des présidents sortants se présente contre ce dernier. Plus, le Premier ministre de la Vème, co-auteurs de la constitution de 58, dont l'actuel président fut l'un des subalternes. Plus l'égérie pensante des grands de ce monde ces dernières années, c'est quand même un beaucoup non ?

Autre inédit : pour la première fois, sous la Vème, le président citoyen candidat sortant (ouf) est présenté pour le second tour. Il a pour rival le même que ses deux prédécesseurs.

Reste le morceau de choix : les désistements, qui ne sont plus ce qu'ils étaient. Avant, le candidat représentant d'un parti se désistait automatiquement, au profit du candidat représentant d'un autre parti-frère, quoiqu'un peu ennemi. Maintenant, c'est un tel qui vote pour

un tel, mettant juste en jeu sa personnalité politique mais non plus son cadre électoral.

Conséquence, Chirac vote V.G.E. sans vouloir lier le vote RPR à V.G.E.. Le PC préfère d'abord méditer sur sa veste new-look, relents d'échec. M.F. Garaud, sage vestale, jusqu'à la veille de second tour fatidique, quand à elle, sonde les deux rescapés. Michel Debré, ou de Force, dans un silence boudeur se mure, vexé qu'il a été de ce score imprévu, presque humiliant pour sa constitution.

Seuls Laguiller, Crépeau et Bouchardeau appellent réellement à voter pour quelqu'un : Mitterrand, alors que Lalonde, cheveux au vent anti-nucléaire, voudrait encore se la couler douce sous les spots de la caméra. Ah, célébrité, quand tu me tiens ! Sinon, la situation de 78, lors des législatives, risque bien de se poser un peu vite. Mais surtout n'allez pas parler de crise : il y'en a déjà assez comme ça ! Si en plus, on parle de crise des institutions, où irait-on ? Dernier inédit, le silence feutré sur le vote des DOM-TOM (vous savez avec toutes tendances indépendantistes explosives), sur le vote des français à l'étranger (souvenez-vous de 74) et sur le vote des étrangers français étrangers en France. Faut pas pousser, c'est quand même pas une affaire de moricauds et de bougnoules, les présidentielles 81 !

Il n'est pas dit qu'avec toutes ces situations inédites, le conservatisme bien connu et apprécié l'emporte ; l'inédit peut tout aussi bien faire comme si... Et que le meilleur gagne ! Car c'est là que les difficultés apparaîtront : parce que le premier vote à l'assemblée ne sera pas triste.

H.D.K.L.

APRES LA BATAILLE

Dix candidats ont battu campagne pour un premier coup fumant lors des présidentielles 81. Deux survécurent pour une dernière virée. Dans deux semaines, l'urne n'en choisira qu'un, chacun de vouloir être celui-là, l'enfant chéri de Marianne si capricieuse.

Sur pas mal de points, la campagne 81 a été une première, avec plein d'inédits. D'abord l'extrême droite ne fut pas représentée, débordée qu'elle fut sur sa droite par les débuts de campagne anti-immigrés, et an-

ti-drogue du PC. Un PC qui, ayant payé cher ses débordements, contre-nature son score : le plus mauvais depuis des lustres rouges, semblait vouloir retrouver une marginalité dialectique. Voilà ce que c'est quand on choisit mal son tailleur, on se mange une veste. L'extrême-gauche aussi a failli, sauf Lutte-Ouvrière, mais Arlette Laguiller s'est plus présentée comme candidate des femmes qu'autre chose. Ça, ce sont les détails : les faits les plus mar-

quants ont quand même été certaines candidatures (3) importantes symboliquement au niveau des institutions et des orientations du la Vème. La candidature Debré, la plus symbolique : l'un des principaux instigateurs des institutions et

de la constitution de 58, s'était porté candidat. Craignait-il pour la survie de la V^e (en back-ground, on jouait « La patrie est en danger ») ? Et qui se serait attendu à la candidature de Marie-France Ga-

Le record des expulsions

Depuis le début de 1981, le foyer point chaud, c'est la Mouchetière. Qui a une capacité de 300 lits. Inauguré en 73: il est géré par l'AGACIFOL, association loi 1901. La Mouchetière, avec ses blocs blancs et gris de 3 étages, casé entre la grande surface Auchan et la zone industrielle d'Orléans, cause bien des soucis à la municipalité et à l'Association. Le foyer n'est plus rentable. Son déficit budgétaire est causé, au dire de la Préfecture, par la suroccupation des locaux, et comme le soutient le préfet Rochet dans une interview accordée aux Nouvelles d'Orléans « Ce foyer, géré par une association à caractère social, était envahi par les clandestins ».

Nous y voilà. Conclusion, après concertation entre la Préfecture et l'AGASIFOL, il règne dans ce foyer un climat d'insécurité. Aussi, pour que tout rentre dans l'ordre, il serait nécessaire que chaque occupant locataire ait une carte de résident du foyer, après avoir rempli un questionnaire personnel... Une fiche de police. Tollé général, plus de la moitié des locataires refuse ce flicage. Qu'à cela ne tienne, tout ça est réglé 2 mois plus tard, le mercredi 8 avril, la Mouchetière est carrément envahie par CRS, huissiers, et commissaires de police pour « contrôle ». Sur 279 personnes locataires, 98 d'entre elles sont arrêtées pour vérification d'identité, 25 sont immédiatement relâchées, leurs papiers sont en règle. Il en reste 73... dont 36 maliens, 34 Sénégalais, un Marocain et 2 Mauritanien. Chacun va être le jouet d'une procédure différente d'après les accords passés entre gouvernements. Certains seront « mieux protégés » et en l'occurrence, ce sont les Sénégalais. Quinze d'entre eux sont renvoyés dès le lendemain au foyer de la Mouchetière, en attente, leurs papiers sont aux mains de l'administration. Pour les autres, ce sera la solution expéditive, le coup de balai vers l'aéroport réservé en priorité, entre le 10 et le 13 avril, aux maliens, mauritanien ainsi que le marocain et 2 sénégalais parce qu'un arrêté d'expulsion avait déjà été émis auparavant contre eux. Reste les 17 autres, le groupe de sénégalais, écroué à la prison d'Orléans. Motif : situation irrégulière, port de faux papiers administratifs. Des fausses cartes de séjour, avec de vrais tampons, qu'ils ont achetés entre 2000 et 3000 F. Et ceux qui ont vendu ces papiers, inspecteurs de police ou pas, ont bien accès aux tampons officiels ? Que sont-ils ? Mystère ! Impossible de mettre en cause les services officiels qui s'occupent de l'immigration, « Pourquoi ces fonctionnaires utiliseraient-ils de faux papiers pour ce trafic. Il leur serait plus facile de vendre de vrais papiers dont ils ont l'utilisation quotidienne » répond le pré-

Si le mouvement déclenché à Lyon contre les expulsions des jeunes immigrés, le Manifeste des 51; n'ont pas encore déclenché de soutien à Orléans, c'est que la population n'a pas encore le temps de s'en préoccuper.

Ici, ça barde depuis presque un mois, les expulsions pleuvent ! Est-ce dû à la récente nomination du Préfet Jean Rochet dans la région Centre qui fait activer ce mouvement répressif ? Ça y ressemble beaucoup. Les résultats sont là, depuis le début du mois d'avril, Orléans, ville de 120 000 habitants, a enregistré un total de 58 expulsions de travailleurs immigrés, un record ! Des opérations ponctuelles, visant à la fois les foyers de travailleurs et les familles cantonnées pour la plupart dans la zone de la ville : St Jean de Ruelle, le quartier Les Salmoneries.



A cinq heures du matin, un car de tourisme est affrété par la police pour embarquer « discrètement » les travailleurs sénégalais de la prison à l'aéroport. Le photographe a saisi cet instant. A l'intérieur du car, des CRS et les travailleurs « enlevés » et expulsés.

fet. Le Comité Solidarité Immigrés demande un permis de visite aux détenus : refusé. Les 17 sénégalais sont jugés le 22 avril. Leur défense : des commis d'office. « Cela a été mal fait ». Et comme l'a fait remarquer un avocat à l'achèvement du procès : « Nous sommes les jouets de l'administratif, cela peut avoir des conséquences graves ». Des conséquences graves ? La justice est clémente, 14 Jours de tôle sont suffisants pour un port de fausses pièces... Et le procès s'achève. Les sénégalais seront libérés le lendemain.

Mais comme l'explique un membre de solidarité. « La façade judiciaire permettait ainsi à l'administration de préparer leur expulsion le lendemain, même si le scandale des fausses cartes a été bien mis en valeur par les avocats. » Ce qui devait arriver arriva. Le 23, à 5h du matin, en accord parfait avec l'Ambassade du Sénégal pour le départ de ses ressortissants, un car de tourisme est affrété devant les grilles de la prison. Douze personnes de Solidarité sont là aussi, pour manifester « On s'y attendait... ». Un par un, les 17 sénégalais vont être libérés... et conduits direct dans le car. « Trouvant que nous manifestions trop de sympathie pour eux, les CRS ont tiré les rideaux du véhicule et nous n'avons pu les voir. ». « Nous avons quand même essayé de nous allonger devant le car pour provoquer l'incident, mais les CRS, avec l'ordre de « rester corrects » nous ont immédiatement délogés. Trois quarts

d'heure pour liquider tout ça. Le car a emporté le groupe vers l'aéroport. Le lendemain, il y a eu quelques commentaires modestes dans la presse orléanaise : « comme il fallait s'y attendre » a titré la République du Centre. On s'y attendait si bien que le ministre de l'intérieur, Bonnet était là le soir même pour faire un beau discours, au Sofitel d'Orléans, en guise de soutien à son préfet : « Nous n'avons que faire des immigrés » a-t-il répliqué aux journalistes. « Je suis tout à fait d'accord sur le service que rendent les immigrés à la collectivité nationale. Ceux qui sont en situation régulière. Mais des immigrés en situation irrégulière, nous n'avons que faire. Je serai, sur ce point, impitoyable. » (Nouvelle République, 25 avril).

Qu'en pensent les travailleurs du foyer de la Mouchetière ? Lors de l'intervention du 8 avril, beaucoup n'ont pas vraiment bien compris ce qui se passait. « Surtout à l'apparition de différents organismes qui ont déferlé au foyer, après l'intervention. Les ambassades, les consulats, la CGT, notre Comité de soutien. Avec tout ce mélange, mêlé de bonnes paroles, ils se sont méfiés de tout le monde » D'autres étaient déjà partis au travail. Certains ont appris la nouvelle le soir même. Et puis, il y a ceux qui ont eu peur et qui n'ont pas voulu se mêler à ces histoires. La manifestation organisée le jour même par la CGT a eu peu d'adeptes. Comme le raconte un travailleur sénégalais, installé à Orléans depuis

un an, qui n'a pas été pris dans la rafle, il y a un manque total de cohésion dans ce foyer, provoqué sans doute par la trop grande diversité des pays. « Et les arabes sont les pires ! » Les locataires ont peur, ne veulent pas prendre d'initiative pour se défendre, pour demander des améliorations, pour les chambres qui ont parfois trois lits, pas d'eau chaude...

« Ici, il y a deux délégués, un malien et un sénégalais, mais aucun algérien, aucun tunisien ni un marocain ». Malgré quelques tentatives de réunions, plus ça va, moins il y a de monde. « Le jour de la manifestation CGT, pour protester contre la rafle, dans l'après-midi du 8, il y avait seulement une dizaine d'africains, même pas un arabe, et le reste des français, maximum 80 personnes ».

Quel va être le sort des 15 sénégalais, revenus au foyer ? Sans doute le même que ceux qui sont « partis » le 23.

X... a été embarqué avec le groupe, puis relâché le lendemain. Sa carte de séjour est à la Préfecture. La nuit de la rafle, il a été emmené avec les autres, dans un garage qui sert aux camions des CRS. C'est là qu'on les a bouclés en attendant. « On nous a installés par terre, sans couverture, dans le froid. Ça puait l'huile et le gaz oil » Le marocain qui faisait partie de la première expulsion, a été frappé « très fort » dit-il. « J'ai entendu les cris et les coups, c'est tout. On l'avait emmené dans une pièce à côté. » Le préfet a pourtant certifié que personne n'avait été molesté. « C'est faux, je l'ai entendu, il a été terriblement battu ». Renvoyé le lendemain au commissariat, puis à la Mouchetière, il a assisté au procès de ses camarades. « Oui, il y avait beaucoup de monde dans la salle » dit-il, « mais impossible de se défendre ». Il attend son tour. Sans travail, il n'a aucune chance de pouvoir rester. D'ailleurs, comme il dit « j'en ai ras-le-bol, je préfère rentrer ». Orléans est d'après lui, une des villes les plus racistes. Il est très difficile de rentrer pour un noir, dans une boîte, un café, sans être accompagné par un blanc.

« Moi », répond le premier questionné, « je préfère sortir en ville le moins possible. Car si quelqu'un me dit quelque chose, je suis du genre un peu nerveux, je n'aime pas les histoires et les gars ici sont très racistes. Parmi tous les pays que je connais, la France est le pays le plus raciste ».

Le reste du groupe en attente est silencieux. Personne ne tient à discuter de ça. Les autres, ceux qui sont en règle non plus. Pas question de faire des histoires... Chacun reste muet, dans sa carrée, puisqu'aujourd'hui, c'est dimanche, pas de boulot.

Aux dernières informations, le MRAP Orléans suite au 17 expulsions, condamne vigoureusement l'escalade de la répression et la violence contre les travailleurs immigrés... Faible. Quant aux journaux nationaux, pas un mot.

Le Comité Solidarité Immigrés tente d'organiser plus de manifestations contre ces répressions. Essayer d'ameuter l'opinion publique. Orléans est une ville très dure, le Préfet n'a pas l'air de plaisanter, l'AGACIFOL n'a pas bougé...

**De notre envoyée spéciale
Brigitte Cornand**



Grève de la faim d'une femme immigrée

Expulsions chez les familles. Après M. El Azzouzi (cf *Sans Frontière* du 11 avril 1981), c'est au tour de M. Berradoue de quitter Orléans, manu militari, pour retrouver son pays natal, le Maroc. Malgré protestations, lettres, manifestations... Rien n'y fait. Un dossier lourd de conséquences. *Sans Frontière* a rencontré Mme Berradoue.

M. Berradoue est Marocain. Arrivé en France en 1971, sa femme et ses enfants le rejoignent en 1977, à Orléans où il travaille. Le 11 septembre 1978 il est accusé « de violences, voies de fait et vol sur la personne d'une sexagénaire retrouvée ensanglantée et abandonnée dans un champ sur le territoire de la commune de Saran ». Jugé, il écope de quatre ans d'emprisonnement. La Cour d'Appel réduit à trois années ce jugement. On lui accorde une remise de peine de six mois, pour bonne conduite, il doit sortir le samedi 4 avril. Mais la levée d'érou est avancée d'un jour. M. Berradoue est libre le 3 avril, et expulsé vers le Maroc, laissant sa femme et ses quatre enfants à Orléans.

Mme Berradoue a 32 ans. Elle parle mal le français. Ce qui arrive ? Elle ne sait pas encore très bien comment elle va s'organiser. Mais comme elle dit « Je suis prête à suivre l'action menée par le Comité Solidarité Immigrés, il y a une erreur. Il faut réouvrir le dossier. Mon mari doit rentrer en France. ».

S.F. : Comment s'est passée l'arrestation de ton mari ?

Mme B. : J'ai vu arriver à la maison mon mari entre deux flics, avec les menottes. Je n'ai d'abord rien compris. Il m'a expliqué très vite qu'on l'accusait d'avoir tabassé une dame âgée, de lui avoir fait violence et de lui avoir volé son argent.

S.F. : Elle avait porté plainte ?

Mme B. : Elle n'a jamais porté plainte contre lui. Il l'a trouvée en rentrant du travail, à moitié assommée et a voulu l'emmener à l'hôpital. Il l'a laissée à mi-chemin parce qu'il a eu peur, devant la mairie de St-Jean de la Ruelle. C'est le patron du bistrot qui l'a dénoncé. Les flics sont venus le chercher à son travail le lendemain.

S.F. : Mais il y a bien eu une déposition de faim ?

Mme B. : Une première déposition a été faite par la dame, qui a d'abord cru le reconnaître. Puis elle est revenue expliquer que ce n'était pas lui, l'agresseur. Personne n'en a tenu compte. La seule chose qui a été reconnue, c'est qu'il n'y a pas eu viol. Des bruits circulent comme quoi ce serait deux Européens qui l'auraient agressée.

S.F. : Comment ça s'est passé quand il est arrivé à l'appartement ?

Mme B. : Il est venu me dire au revoir, embrasser ses en-

fants. Ensuite, il est allé dans notre chambre où dormait la petite de deux mois, accompagné des policiers. Je ne l'ai pas suivi. Puis ils sont repartis. Et c'est là que la gamine a commencé à pleurer sans arrêt. Le lendemain, mercredi, elle pleurerait toujours, ne voulait rien manger. Je l'ai emmenée à l'hôpital, et elle est morte le jeudi soir, le surlendemain.

S.F. : De quoi elle est morte ?

Mme B. : De « maladie aigüe ». C'est ce qui a été noté sur le certificat médical. J'ai dû faire des pieds et des mains pour l'obtenir. On ne voulait pas me le donner. Et j'ai reçu son carnet de santé, trois mois après, par la poste. Rien n'était spécifié. Quant aux examens qu'ils ont faits, ils avaient perdu le dossier...

S.F. : Tu as prévenu ton mari ?

Mme B. : Je n'ai pas voulu le lui dire tout de suite, comme il avait déjà beaucoup d'ennuis. J'ai attendu six mois pour lui avouer que sa fille était morte...

S.F. : Qu'est-ce qu'il a fait ?

Mme B. : Il a porté plainte contre la police le jour même, et a entamé, sur les conseils de son avocat, une grève de la faim.

S.F. : Qu'est-ce que ça a donné ?

Mme B. : Rien... L'expulsion au bout du compte. Alors qu'en prison, on lui avait accordé une remise de peine de six mois pour bonne conduite.

S.F. : Est-ce que tu as été aidée par les voisins ?

Mme B. : Non, personne. Ici, c'est chacun pour soi. Les familles arabes s'en foutent. Je n'ai pas eu d'aide, ni les enfants.

S.F. : Pourquoi ?

Mme B. : A cause de la faute de mon mari. La prison. Ce que racontaient les journaux. Tout ça déplaisait à l'entourage du quartier. Je me suis retrouvée toute seule. Je ne connaissais pas grand-monde.

S.F. : Est-ce que tu pressentais que ton mari allait être expulsé à sa sortie de prison ?

Mme B. : Mon mari devait 1800 francs de frais de justice.

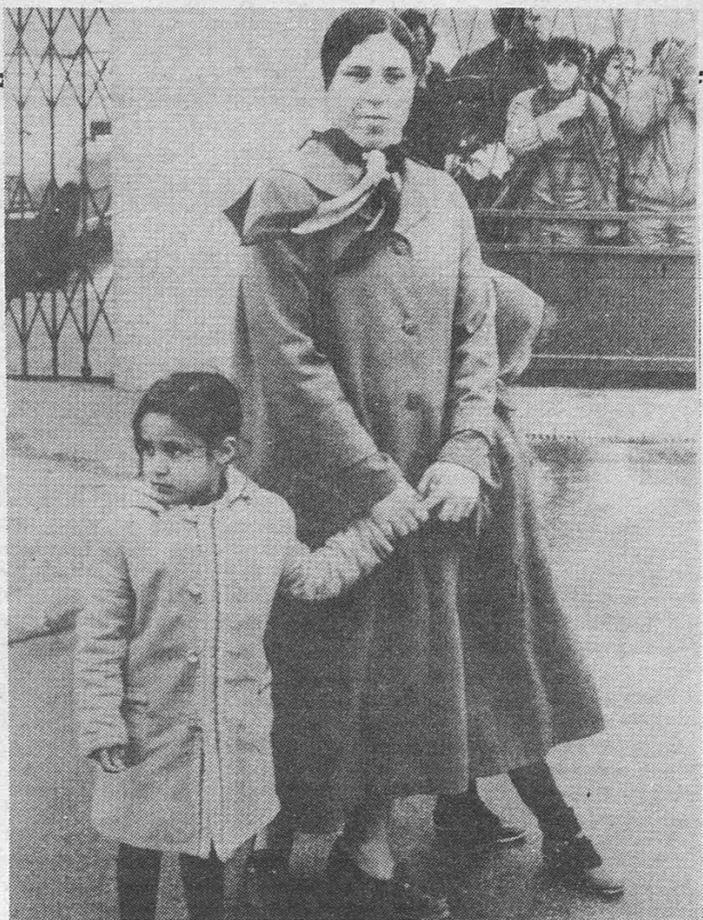
S.F. : Tu crois qu'il s'est passé quelque chose dans la chambre, lorsqu'il est allé embrasser sa fille accompagné des flics ?

Mme B. : Je n'y étais pas. Mais il m'a dit ensuite que les policiers lui avaient arraché la gamine, qu'elle était tombée, et qu'ils l'avaient ensuite remise dans le berceau. C'est à ce moment-là qu'elle a commencé à pleurer.

S.F. : Et les examens faits à l'hôpital n'ont rien donné ?

Mme B. : Ils m'ont dit qu'ils avaient perdu le dossier.

sinon il aurait eu une contrainte par corps. La veille de sa sortie, le vendredi, accompagnée d'une éducatrice, je suis allée payer. J'ai posé la question au responsable des Greffes. La façon dont il m'a dit : « Oui, il sort demain » m'a fait pressentir ce qui allait arriver. Je l'ai



dit à l'éducatrice, elle m'a rassurée. Ensuite, nous sommes allées au commissariat. J'ai posé la même question : « Il sort de prison demain », m'a-t-on répondu. A ce moment-là, mon mari n'était déjà plus à la prison, il était au commissariat, quand j'y suis allée, cela m'a été confirmé par la suite. Quelques heures plus tard, il était au Maroc.

S.F. : Depuis qu'il a été expulsé, tu as de ses nouvelles ?

Mme B. : Oui, il est actuellement chez son frère. Il attend. Il est parti avec rien. Tu sais la famille là-bas, c'est la misère.

S.F. : S'il ne peut pas reve-

nir, tu vas retourner au Maroc ?

Mme B. : Qu'est-ce que tu veux que je fasse là-bas. Vivre où ? Mes enfants vont crever si je rentre. Non, je crois qu'il faut attendre, je dois lutter. Si ça ne s'arrange pas dans l'immediat, j'irai le voir. Ma carte de résident est valable jusqu'en 1984, mais j'ai bien peur qu'elle ne soit pas renouvelée.

S.F. : Comment tu t'en sors actuellement ?

Mme B. : J'ai droit aux allocations familiales et à une aide supplémentaire comme mère isolée. C'est tout. Le Secours Catholique m'aide aussi. Il faut absolument que je travaille coûte que coûte pour mes enfants, ils doivent s'en sortir.

S.F. : Et les gens, ils sont prêts à t'aider aujourd'hui ?

Mme B. : Oui, je crois. Et moi, je suis prête à faire n'importe quoi. Tu sais, je me débrouille encore très mal à cause du français. Il faut que je sois soutenue.

S.F. : Et s'il y a un retour ?

Mme B. : Vers les vacances ? Je ne suis ni préfet, ni ministre. Mais s'ils ne laissent pas revenir mon mari qui s'est fait boussiller par la France, je ne pense pas non plus qu'ils laisseront rentrer les autres expulsés.

S.F. : Qu'est-ce que tu as décidé de faire ?

S.F. : Entamer une grève de la faim, avec une autre femme, une Française, à partir du 3 mai, à Orléans. Je suis certaine que d'autres femmes suivront.

En effet, après être descendues dans la rue pour protester le 11 avril contre l'expulsion de M. Berradoue, les femmes des travailleurs immigrés ont décidé de mener la lutte.

De notre envoyée spéciale
Brigitte Cornand

Pour toute information supplémentaire, contacts, aides : **Comité Solidarité Immigrés** : 6 rue Jean Mermod, St-Jean de la Ruelle. Tél. : (38) 54.22.43.

Lettre de Mr Berradoue

Le 11 septembre 1978, je suis allé chez un ami, pour lui rendre 350 francs. Soudain, j'ai vu une femme très âgée, de 70 ans, blessée, le visage en sang. Je me suis arrêtée. Elle m'a expliqué avec difficulté qu'elle avait été violée par deux Français. Je l'ai emmenée dans ma voiture pour la conduire à l'hôpital d'Orléans... En cours de route, j'ai réfléchi, j'allais peut-être avoir des problèmes, étant étranger, j'ai préféré la laisser près de la mairie de St-Jean de la Ruelle. Puis je suis rentré chez moi.

Le lendemain, à 16h30, au moment de quitter mon travail, deux policiers sont venus me chercher. Ils m'ont pris mes papiers et m'ont emmené au commissariat. J'ai été fouillé. A l'intérieur de ma voiture, ils ont trouvé un sac en plastique, un slip et un mouchoir plein de sang (que la dame avait utilisé pour s'éponger), ses affaires. Je leur ai expliqué ce qui s'était passé, ils n'ont rien voulu entendre. Vers 18h30, ils m'ont emmené chez moi pour fouiller, en réalité, ils n'avaient pas le

droit. Arrivés à l'appartement, menottes aux mains, ils ont poussé ma femme et un de mes fils dans la cuisine. La fouille a commencé. A ce moment-là, je me suis dirigé vers le lit de ma petite fille de deux mois pour l'embrasser. Au même moment, un policier est venu derrière, puis l'a attrapée et l'a jetée sur un des lits de mes enfants. La petite a crié. Ma femme est sortie en pleurant. Je me suis mis aussi à crier, mais les policiers m'ont ramené vers la cuisine et m'ont embarqué. De retour au commissariat, ils m'ont frappé et envoyé au cachot, sans couverture et sans manger. J'ai demandé un médecin, ils ont refusé. Le lendemain, ils m'ont à nouveau questionné sur l'affaire. Je leur ai à nouveau répondu la même chose. Ils n'ont rien voulu entendre et ont recommencé à me frapper. Un inspecteur m'a dit : « Tu as des enfants, tu es marié, tu travailles, tu as un logement. Tu n'as rien à craindre si tu signes. » J'ai refusé. Ensuite, ils m'ont tellement frappé, que j'ai été obligé de signer. Le 14, vers 13h30, ils m'ont embarqué

à la maison d'arrêt d'Orléans. A bout d'une semaine, ma femme est venue me voir. Elle m'a avoué beaucoup plus tard que notre petite fille était morte à l'hôpital, deux jours après l'irruption des flics à l'appartement. J'ai écrit immédiatement une lettre au procureur de la République et commencé une grève de la faim. J'ai écrit au médecin de l'hôpital, il ne m'a jamais répondu. Ma grève a duré 45 jours sans résultat. Ensuite, j'ai été conduit à Fresnes où j'ai réussi à avoir une assistance médicale. Puis, j'ai été ramené à Orléans. En prison, j'ai demandé à travailler, on me l'a refusé. Le jour de ma libération était prévu le samedi 4 avril, mais on m'a libéré la veille pour m'expulser. Arrivé au commissariat, j'ai demandé à téléphoner à ma femme, elle n'était pas chez elle d'après les flics. Conduit à Orly, j'ai débarqué au Maroc. Là, j'ai rencontré de sérieux problèmes, ma famille est très pauvre, pas de logement. Je vous en prie, faites quelque chose, mes enfants et moi sommes séparés.

« Nous ne pouvons plus rester clandestins »

Selon un scénario aujourd'hui devenu classique, et maintes fois répété, lors de la grande grève des résidents Sonacotra, d'importantes forces de police investissaient le 3 février 81 à l'heure des éboueurs, le foyer Sonacotra rue Ampère, à Massy, dans l'Essonne. C'est à la demande de la direction de la Sonacotra que la police intervenait. Prétextant la recherche de « trafiquants de faux papiers », 68 résidents furent embarqués pour contrôle d'identité, et trois d'entre eux furent expulsés sur le champ, emmenés menottes aux poignets à l'aéroport d'Orly, sans pouvoir récupérer leurs affaires personnelles... Après l'intervention des forces de police, les résidents du Foyer Ampère s'adressaient à la Municipalité, afin que celle-ci intervienne auprès du Préfet de l'Essonne pour qu'il régularise leur situation.

Le 4 février, une délégation de la municipalité était reçue par le Sous-Préfet qui avait fini par donner l'assurance qu'une solution équitable serait trouvée.

Mais les jours passant, et la préfecture ne donnant pas suite aux engagements pris lors de l'entrevue, 21 travailleurs décidaient alors, le 22 avril, d'entamer une grève de la faim pour obtenir leur carte de travail et de séjour.

« Je travaille depuis que je suis arrivé en France, c'est-à-dire deux ans. J'ai travaillé comme manutentionnaire, dans une usine. J'habite au foyer Sonacotra. J'ai toujours payé mon loyer, pourtant je n'avais que mon passeport comme papiers. ».

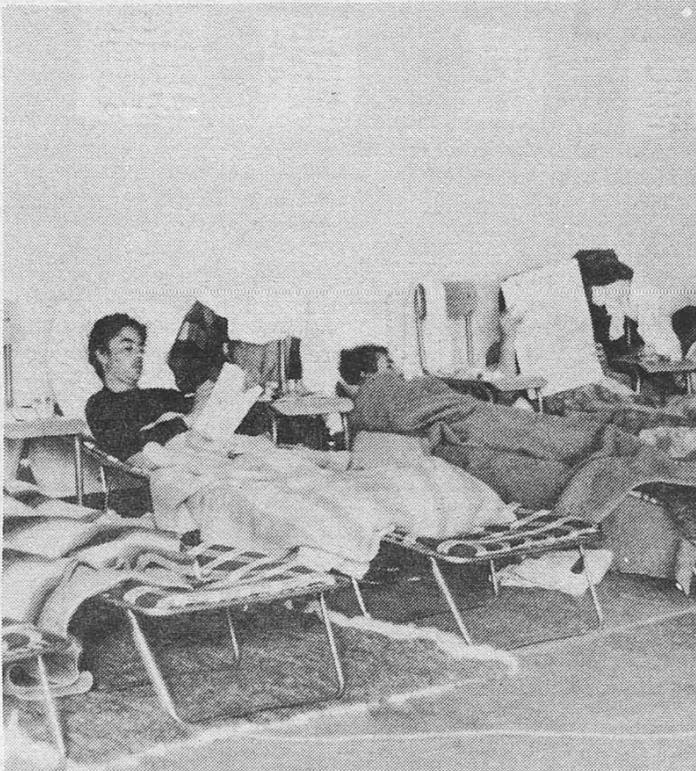
L'homme qui parle s'appelle Mohamed. Il est un des 21 grévistes de la faim, rassemblés dans l'église St-Paul à Massy.

Allongés sur des lits de camp, avec chacun une chaise pour table de nuit et dessus une bouteille d'eau et un paquet de sucre, ils en sont à leur septième jour de jeûne. La fatigue commence à se faire ressentir, mais ils restent très confiants. Quand je demande à Mohamed pourquoi une grève de la faim ? La question le surprend, puis il me dit : « Tout a commencé le 3 février, après une descente de police au foyer. Il était 5 heures du matin, ils ont investi le foyer. Il y avait des C.R.S. et des inspecteurs.

Ils ont embarqué 68 résidents. 65 ont été relâchés et 3 ont été expulsés sur le champ, en direction de Tunis. Officiellement, les policiers nous avaient dit qu'ils cherchaient des trafiquants de faux papiers. Comme si ceux qui vendent les faux papiers habitaient dans des foyers. De plus, nous venions de refuser une hausse des loyers imposée par la direction de la Sonacotra. Donc, ce n'est pas tout à fait par hasard si la police est venue nous intimider et comme ils sont venus une fois, ils pouvaient donc revenir et là, comme nous n'avons pas de papiers, nous nous serions faits expulser. C'est pourquoi nous avons décidé de faire la grève de la faim, afin que l'on régularise notre situation. Nous sommes ici depuis trois ans, cinq ans pour certains travaillons et payons notre loyer. Nous ne pouvons rester clandestins. ».

Pour l'heure, les grévistes de la faim ont reçu le soutien du maire socialiste de Massy, M. Calude Germon et de Marie-Noëlle Linemann, conseillère conseillère générale, ainsi que

de M. Louis Blanc, président de la Ligue des Droits de l'Homme, M. Roignot Michel, secrétaire départemental de



Les 21 grévistes de la faim pour l'obtention de leurs papiers dans l'Eglise St Paul à Massy.

Prêt à tout pour rester !

« Jamais je ne retournerai là-bas. Attendez-vous à un gros coup d'ici peu de temps », c'est d'une prison française que nous parvient ce cri d'angoisse et de révolte. Parce que son avocat ne tient pas à ce que l'on révèle son identité pour lui éviter de nouveaux ennuis qui s'ajouteraient aux tracasseries dont il est déjà l'objet. Appelons-le pour la circonstance Akli...

Il est né en 1957 et, en 1962, il rejoint la France avec sa mère pour y retrouver son père établi depuis 1950 dans la région parisienne. Deux sœurs et trois frères allaient naître : ils seront donc tous de nationalité française, ses parents adopteront la nationalité française

F.O. et Olivier Jean, secrétaire départemental de la C.F.D.T., qui ont par ailleurs adressé une lettre au préfet de l'Essonne, lui sollicitant une entrevue ; afin de parvenir à une solution équitable pour les grévistes de la faim. De plus, un comité de soutien, regroupant des organisations syndicales et politiques, à l'exception du P.C.F., s'est mis en place. Déjà, des centaines de personnes ont signé une pétition, appelant à soutenir les grévistes, qui appellent d'ailleurs à un rassemblement le 6 mai à 17 heures, à la gare de Massy-Palaiseau.

Farid Aichoune

Soutien financier : Delacroix, A.-Laure, C.C.P. 3549 439 B La Source.

« On se battra contre les expulsions »

Asnières, ville de 75075 habitants, chiffre du dernier recensement du mois de mai 75, la population immigrée est de l'ordre de 7 850, dont 1975 algériens, 635 espagnols, 1335 portugais, 645 de la communauté européenne et 3 360 de divers autres pays...

La municipalité de « couleur » majorité prise en main par le maire sénateur RPR, Bokanowski, ancien ministre (Il faut peut-être rappeler que le député d'Asnières Georges Tronchant? RPR, élu aux législatives de 78, est un industriel et un importateur du matériel Sony). M. Bokanowski n'a jamais pris en considération les immigrés dans sa politique communale. Les familles immigrées sont été absentes, oubliées par la Municipalité. Par contre, ils démolissent des quartiers, par exemple dans le quartier d'Emile Zola, qui est en pleine rénovation, des propositions de logement ont été adressées aux célibataires d'Asnières en direction du foyer Saint-Gratien. Par contre, des familles sont relogées sur des communes avoisinantes. Depuis un laps de temps, des familles n'ont plus aucune chance de trouver un logement dans le cadre du regroupement familial par les bons offices de la Mairie. Des problèmes importants de refoulement se posent dans cette ville ainsi qu'à Gennevilliers, des femmes qui viennent rejoindre leur mari, au lieu de passer par la procédure de l'ONI (Office National de l'Immigration), viennent avec leur passeport et pendant leur séjour de trois mois, se préoccupent de se régulariser. D'après une enquête de la S.A.T. (Service d'assistance technique composée d'harkis, de policiers et d'anciens militaires de la guerre d'Algérie), on refuse généralement à 90 % le regroupement familial. Un des critères du refus est le nombre de m2 d'un logement, la norme de l'ONI est de 15 m2 pour deux personnes et bien souvent, le logement en fait 12.

En principe, c'est la DASS qui doit effectuer ce type d'enquête, et dans les faits, c'est la S.A.T. qui se charge aussi de faire des dossiers sur les expulsés.

Un seul homme, le prêtre Bernard Cheveau qui depuis 1973 s'occupe de jeunes dits immigrés, dans la ville d'Asnières, principalement dans le quartier des Mourinoux. Il a à l'heure actuelle, 34 dossiers de jeu-

litude et l'ennui. Il s'embarque dans une galère, il se retrouve avec des étudiants kabyles, distribue des tracts pour la revendication linguistique. Il échappe à un contrôle de l'armée, après des nuits rocambolesques, s'embarque clandestinement à bord d'un bateau qui partait à Marseille. Deux mois plus tard, il se fait rappeler au cours d'un contrôle d'identité et condamner à deux mois de prison pour infraction à un arrêté d'expulsion. On lui laisse

6 ont une menace générale, trois en commission d'expulsion, dont deux sont en prison, 4 ont un avertissement, 15 expulsés, certains clandestins, d'autres au pays, ou en prison, 4 sursitaires dont un depuis 7 ans, il entame la huitième année, et un jeune avec une carte provisoire d'un an.

« Il faut se battre contre les expulsions » dit un jeune, de la Cité des Mourinoux, « organisons-nous dans notre quartier » dit une mère de famille d'origine française, « nous vous apportons notre soutien » dit un syndicaliste, « je ne connaissais pas le problème, je suis tombé sur un de vos tracts intitulé « qui sommes-nous, et je suis venu. Je suis ouvrier à Colombes ». « Je suis sans papiers à cause de leur renouvellement tous les 22 jours et je ne travaille pas » dit un jeune. Nombreuses furent les interventions lors de cette après-midi du 25 avril, dans ce local de la Cité des Mourinoux à Asnières. Ils étaient nombreux à passer au cours de cette journée, plus de 300 Personnes, en grande majorité, des jeunes maghrébins (es) et une cinquantaine de français, des représentants d'organisations, d'associations diverses (ASTI...) et à titre individuel. Dans cette ambiance chaleureuse et mouvementée une femme, assise au fond de la salle, écoutait avec étonnement les interventions des jeunes qui parlaient de leur vie quotidienne dans le quartier et des problèmes qu'ils rencontrent, d'autres, sur les expulsions touchant un copain, un frère ou un cousin ; tous étaient du même avis : que les expulsions et que la situation des clandestins devenait intenable. Cette dame qui enregistrait tout cela, n'était autre que la maire-adjointe de la ville d'Asnières, Mme Chabas, chargée d'affaires sociales... Bernard Cheveau et le groupe de jeunes qui ont été à l'initiative de cette journée, (rédaction et diffusion des tracts), n'avaient pas espéré un tel écho de leur action.

Une proposition fut retenue en majorité par les jeunes d'Asnières : une descente à Lyon avec d'autres immigrés de la banlieue parisienne, pour rencontrer les gens de Lyon et apporter leur soutien aux grévistes de la faim et de pouvoir eux-mêmes reprendre le mouvement et déterminer ensemble d'autres actions...

Mohamed N

48 heures de délai pour quitter le territoire. Il plonge de nouveau dans la clandestinité, arrêté de nouveau, il se retrouve condamné cette fois à trois mois de prison. Il en sort, et, même scénario, menottes, flics, puis Orly, destination Alger. Mais là, coup de théâtre, il se coupe les veines. Et on le reconduit en prison, d'où il sortira le 17 mai. Sa sortie risque d'être dangereuse, il est prêt à tout pour rester.

M N

Le rôle historique des enfants des immigrés

Par
Antonio Perotti *

« La jeunesse, écrivait Yves Congar, ne serait pas la jeunesse si elle ne remplaçait, à chaque génération, les formes héritées et vieilles par de nouvelles créations, un peu comme les cellules fraîches qui se cicatrisent, repoussent et éliminent la croûte des vieilles cellules mortifiées ».

Cette cicatrisation, normalement réalisée dans les conflits de génération - y compris chez les immigrés dans le passé, tels les Italiens, les « arabes » d'autrefois - ne se reproduira plus dans l'avenir, sauf si un changement radical de la condition socio-juridique des jeunes immigrés intervient ; ce qui suppose un changement fondamental de la fonction des migrations dans nos sociétés capitalistes ; c'est-à-dire, ne plus considérer l'immigré comme exclusivement une force de travail au service du capital.

Il est temps que la France et les pays d'Europe examinent avec lucidité cette dure réalité. Or, cette analyse conduit à un constat : l'actuelle politique migratoire des différents pays européens, en enlevant aux jeunes immigrés leur potentiel de transformation créatrice, les maintient dans le statut de leurs parents.

En effet, ces politiques mettent en oeuvre un jeu complexe de mécanismes juridiques et de pratiques aveugles et, loin d'être innocentes, elles résultent de l'application logique et cohérente des objectifs poursuivis par la restructuration internationale du capital.

Il est illusoire de vouloir imposer aux générations successives le rôle dévolu à leurs parents. En effet, dans la construction de la nouvelle so-

ciété européenne - sur le plan économique et démographique - ce serait une erreur de perspective très grave que de considérer les naissances d'enfants étrangers (714 000 naissances de père et de mère étrangers pour la période 1970-1980) comme l'entrée indirecte et différée de nouveaux actifs sur le marché du travail ; et ce, dans le contexte de l'actuelle crise économique qui a entraîné le blocage de toute nouvelle immigration et l'arrêt de la politique de l'immigration « rotative ».

Il faut bien avoir dans l'esprit que ces enfants d'immigrés (qu'ils soient Turcs ou Yougoslaves en Allemagne, Maghrébins ou Portugais en France) ne joueront jamais le rôle politique de classe, le rôle économique de marché et le rôle culturel de groupe que l'on voudrait leur imposer dans le cadre d'une « reproduction à l'identique » du rôle joué par leurs parents.

Vouloir cela, c'est ignorer le rôle historique de toute jeu-

nesse, de toute nouvelle génération.

Pour permettre à cette nouvelle génération de jouer son rôle positif spécifique - rôle qu'on ne peut gommer - il faut donc resituer cette génération à l'intérieur tant de la population étrangère que de la société française et s'en donner les moyens.

L'amélioration du statut de l'enfant d'immigré passe incontestablement par l'octroi - notamment sur le plan du séjour - d'une sécurité juridique, qui protégerait non seulement l'enfant lui-même, mais aussi l'ensemble des membres de sa famille. Car, parler de la nouvelle génération, c'est parler aussi de la première génération.

Il faudrait, en définitive, s'orienter vers une réforme globale du statut du migrant, qui garantisse une sécurité de séjour et l'exercice des droits fondamentaux du citoyen, statut englobant première, deuxième, voire troisième génération.

L'octroi même des droits civiques aux jeunes immigrés n'est pas de nature à modifier fondamentalement leur statut social et culturel, tout au moins dans l'immédiat. Les problèmes aigus que rencontrent les jeunes Jamaïcains, Indiens et Pakistanais en Grande-Bretagne, bien que citoyens britanniques, en est la confirmation.

Cette globalité d'approche, condition pour une solution cohérente du problème, exige que le débat soulevé, au niveau national et même international, par la grève de la faim illimitée entamée par le prêtre catholique Christian Delorme, le pasteur protestant Jean Costil, et le jeune Algérien Hamid, dépasse l'objectif précis de cette grève, à savoir obtenir une réglementation mettant fin aux expulsions des jeunes immigrés nés ou ayant grandi, ou ayant toutes leurs attaches familiales en France.

Il faudrait poursuivre le débat en l'élargissant à bien d'autres problèmes spécifiques de la « nouvelle génération ».

Le droit de demeurer sur le territoire pour ces jeunes ne suffit pas. Il faut aussi considérer le droit d'y revenir après l'échec d'une expérience de réintégration au pays d'origine où ils se retrouvent étrangers, car les liens culturels les unissant à l'ancien pays d'accueil s'avèrent en réalité plus forts.

D'autre part, il ne faut pas oublier non plus que du fait de leur condition juridique de « mineurs », les enfants ont leur sort intimement lié à celui des parents. Si ceux-ci décident, libres ou contraints, de retourner au pays d'origine, les jeunes n'ont aucune possibilité de choisir.

Si le droit au retour dans les pays d'origine doit être garanti pour les parents, pourquoi ne pas garantir aux enfants le droit de retour dans leur patrie d'adoption ?

Ces réflexions font paraître l'importance des problèmes spé-

QUAND ILS M'ONT
EXPULSÉ, JE ME SUIS
RENDU COMPTE QUE
MES ANCÊTRES LES
GAULOIS ÉTAIENT DES
BRONZÉS QUE PRÉVO.



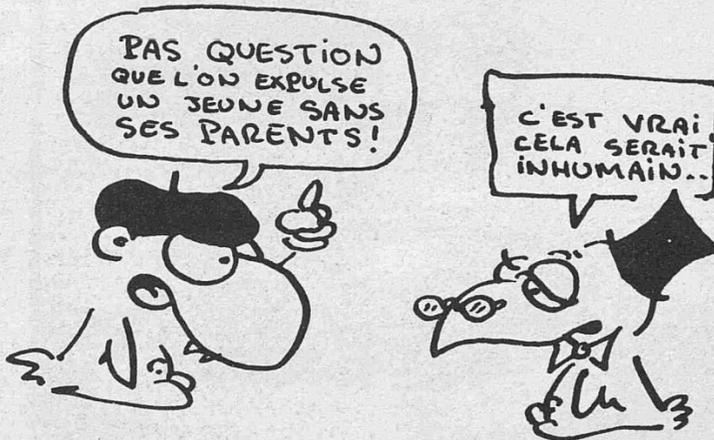
cifiques de la nouvelle génération, même si on se limite aux problèmes juridiques.

Il est donc urgent que les forces sociales et politiques en France soient conscientes des rapports étroits existant entre le statut des jeunes immigrés et celui de leurs parents d'une part, et, d'autre part, entre le statut des jeunes autochtones et celui des jeunes immigrés. Leurs propositions d'action doivent, en conséquence, en tenir compte. Parler de l'immigration en France, c'est parler de la société française dont l'avenir est lié aux enjeux démographiques, économiques, sociaux et culturels que représentent les jeunes étrangers ou d'origine étrangère.

Les statistiques sur les jeunes étrangers mettent en évidence l'importance de ces enjeux, non seulement en France mais aussi dans les autres pays d'Europe. (Voir Annexes).

Si l'on pense qu'en l'an 2 000, les démographes prévoient pour l'Europe 179 Millions d'habitants face au Maghreb qui atteindra plus de 200 millions, peut-on continuer - comme c'est le cas actuellement en France - à repousser un débat national sur la condition que la société française réserve aux jeunes étrangers, notamment les Maghrébins ? Plus grave encore, peut-on admettre que les grands moyens d'information officiels continuent à faire le silence sur la grève illimitée de Lyon, où trois hommes ont mis leur vie dans la balance pour que cesse, en France, le scandale des expulsions de fils d'immigrés, violation flagrante des droits élémentaires de l'homme ?

* Directeur du C.I.E.M.M.



Estimation de la population étrangère de moins de 25 ans dans quelques pays d'Europe (+)

	BELGIQUE 1977 (1)	PAYS BAS 1976 (2)	LUXEMBOURG 1977 (3)	R.F.A. 1975 (4)	FRANCE 1975 (5)	SUISSE 1970 (6)	SUEDE 1970 (7)
GROUPES D'AGE	0 à moins 15 ans	0 à moins 15 ans	0 à moins 15 ans	0 à moins 15 ans	0 à moins 15 ans	0 à moins 15 ans	0 à moins 15 ans
Enfants + adolescents étrangers	283 982	97 575	23 629	887 300	868 180	247 300	124 562
Population étrangère totale = 100	33,4	(8)	27,5	23,7	25,2	27,2	30,3
GROUPES D'AGE	15 à moins 25 ans	15 à moins 25 ans	15 à moins 25 ans	15 à moins 25 ans	15 à moins 25 ans	15 à moins 25 ans	15 à moins 25 ans
Etrangers	139 789	48 241	13 654	538 400	470 135	99 600	63 673
Population étrangère totale = 100	16,4	-	15,9	14,4	13,7	11,1	15,5
Total étrangers 25 ans	423 771	145 816	37 283	1 425 700	1 338 315	343 900	188 135
Population étrangère totale = 100	49,80	-	43,4	38,1	38,9	39,2	45,81

(1) BELGIQUE : Institut National de Statistique - Avril 1977

(2) PAYS BAS : Bureau Central pour les Statistiques - 1976

(3) LUXEMBOURG : Service Central de la Statistique - 1977

(4) R.F.A. : SOPEMI - Rapport R.F.A. 1979

(5) FRANCE : Recensement INSEE - 1975

(6) SUISSE : "Vie Economique" - Mars 1979

(7) SUEDE : Ministère Suédois du Travail

(8) Selon le Ministère des Affaires Sociales, les jeunes de moins de 15 ans représentent 27 % de la population étrangère totale.

(+) Source : Arlette POLLAIN-WIDAR : Rapport au Conseil de l'Europe sur les problèmes spécifiques posés par les migrants de la deuxième génération.

Nationalités des groupes les plus représentatifs des jeunes de moins de 25 ans (75,57 %)

les jeunes étrangers ou d'origine étrangère en France

(recensement 1975)

368 895 Portugais (27,56 % du total)

323 595 Algériens (24,17 % du total)

179 420 Espagnols (13,41 % du total)

139 535 Italiens (10,43 % du total)

1 333 315 jeunes étrangers de moins de 25 ans (38,8 % du total des étrangers).

887 300 jeunes de moins de 15 ans (25,2 % du total des étrangers).

470 135 jeunes de 15 à 25 ans (13,7 % du total des étrangers).

L'escorte ...

Par Roby Bois

Les peuples vraiment hospitaliers savent raccompagner leurs hôtes, lorsqu'ils désirent prendre congé, et leur faire un brin d'escorte. Et les peuples du Maghreb et d'Afrique excellent dans cet art de vivre : pour ma part, je me souviens avec émotion des kilomètres d'escorte dans la montagne que me faisaient mes amis chaouis de l'Aurès, après de longues heures vécues dans l'amitié et le partage : les temps étaient difficiles et les risques du voyage à prendre au sérieux. Escorter : « accompagner pour protéger ou faire honneur » (dictionnaire Larousse).

Quelle dérision que l'emploi de ce terme d'escorte pour désigner, dans le langage administratif et policier, l'expulsion de France « vers le pays d'origine ». Avec de nombreux Français, j'ai honte de ces pratiques et j'appelle à nouveau à la résistance, tous ceux qui veulent que « la France conserve le sens de la justice et reste une terre de liberté où les hommes peuvent choisir de vivre ». Expulsion, exclusion, refoulement, bannissement — c'est « manu militari » et, parfois même, les menottes aux mains que l'on « escorte » ainsi ceux dont la politique actuelle veut débarasser la France (Saluons ici les commandants de bord qui refusent d'embarquer dans leurs bateaux ou leurs avions de tels hôtes ainsi « escortés » !)

Nos camarades Christian, Jean et Hamid en sont aujourd'hui à leur 26ème jour de grève de la faim illimitée à Lyon, pour que cessent ces pratiques : leur détermination ne faiblit pas et le soutien manifesté à travers tout le pays s'amplifie. Peut-être n'est-il pas inutile de revenir ici sur les motifs d'expulsion, et d'en dresser à nouveau un rapide inventaire, certes incomplet. Beaucoup ignorent encore, en effet (si d'autres connaissent trop bien !) la multiplicité des motifs invoqués et cette sorte d'acharnement planifié pour inventer de nouveaux prétextes à expulsion. Tout se passe comme si certains services administratifs et policiers avaient découvert là la source de tous les maux, et rivalisaient entre eux pour gagner un concours imbécile : expulsez le plus possible d'immigrés, et vous gagnez la médaille de la lutte contre le chômage !

Parmi les jeunes expulsés de moins de 25 ans, nés en France ou qui y ont passé leur enfance et leur jeunesse, il y a d'abord ceux qui sont expulsés par arrêté signé du Ministre de l'Intérieur, à la suite d'un certain nombre de délits : on les appelle « multirécidivistes » et

ce seul terme permet de laisser croire que ce sont de dangereux gangsters... En réalité, il faut savoir que, sauf exception, il s'agit le plus souvent de petits délits commis par des jeunes pendant leur adolescence : souvent ils se sont réhabilités, ont trouvé du travail, se sont mariés, ont eu des enfants. Et voilà que, parfois jusqu'à six ans après les faits reprochés, l'expulsion leur est signifiée... Le plus intolérable est cette recherche, dont nous avons de nombreux exemples, pour trouver dans le passé d'un jeune quelque délit ancien mineur pour pouvoir l'expulser : il faut bien que, quelque part, cette recherche-là soit recommandée par une circulaire !

Mais plus nombreux et plus fréquents sont ceux qui sont expulsés par arrêtés préfectoraux ou même sans aucun arrêté. C'est là qu'on trouve les motifs les plus variés :

Expulsé pour : défaut de titre de séjour (tu as huit jours au lendemain de tes seize ans pour en faire la demande).

Expulsé pour : perte ou destruction accidentelle de titre de séjour.

Expulsé pour : séjour en Algérie de plus de six mois, refoulé dès le retour, bien que né en France.

Expulsé pour : un seul délit mineur, ne figurant pas au casier judiciaire n°2.

Expulsé pour : dossier perdu à la Préfecture.

Expulsé pour : délits involontaires (malades mentaux, handicapés...).

Une menace permanente pèse et ronge la vie de tant de jeunes immigrés, nés en France, élevés en France, scolarisés en France : la menace d'être demain expulsé, pour un hasard, un accident, un incident. Car il faut aussi citer d'autres exemples de pratiques qui tendent à priver un jeune de ses papiers : refus d'établir un duplicatum d'une carte de résident privilégié non expirée, mais perdue. Confiscation arbitraire de papiers. Confiscation du récépissé de demande de titre de séjour, lorsqu'après plusieurs renouvellements, l'intéressé n'a toujours pas trouvé d'emploi... Cette angoisse de chaque jour, nombre de jeunes immigrés nous l'ont fait sentir et dans leur regard, leur rage, leur cri, il faut entendre ce désir simple et banal : vivre ici, vivre avec les siens, vivre en France, dont on parle la langue et dont on connaît les coutumes. *Vivre.*

Il faut le redire, l'expulsion du territoire français est comme un miroir grossissant pour

PARIS :

La solidarité s'accroît

Personne ne le conteste : l'action de solidarité avec les jeunes immigrés marque des points.

Les gestes de sympathie se multiplient, les actes de générosité aussi et les soutiens s'affirment avec plus de véhémence.

Hamid B., Christian Delorme et Jean Costil entament leur deuxième mois de grève de la faim. Ils entrent dans une phase dangereuse. Et ce premier mai, il reste à A. quinze jours à passer en prison avant son expulsion... Il est vrai que A. est un « récidiviste ». Après une première expulsion, il avait voulu rentrer dans sa famille, en France. Il vivait dans la clandestinité quand les policiers l'ont arrêté le 14 novembre de l'année dernière... Et A. n'est qu'un nom parmi cinq mil-

le autres au moins. C'est cette réalité que vit A. et entre autres les travailleurs immigrés de Massy (Essonne) acculés à entamer une grève de la faim pour réclamer des papiers de séjour et de travail, qui a obligé le collectif de la région parisienne de solidarité avec les jeunes immigrés à greffer sur son soutien aux grévistes lyonnais d'autres objectifs.

Dans la région parisienne, plus de soixante dix mille tracts ont été distribués, des milliers de signatures ont été recueillies, des tables d'information s'organisent dans les établissements scolaires, les militants des soixante organisations qui constituent le collectif entreprennent au niveau des quartiers un travail d'information... Mais comment ne pas citer les cas difficiles : ceux des tra-

vailleurs d'une moyenne entreprise menacés de licenciement s'ils soutiennent les grévistes de Lyon par un jeûne mené à l'image du Ramadan. En réaction, cinq délégués du personnel se sont engagés dans une grève de la faim d'une semaine.

Le 25 avril, sur le parvis de Notre-Dame, cinquante-cinq personnes jeûnaient publiquement pour marquer la journée nationale de solidarité.

Dans les nuits de samedi à dimanche, mille et une signatures ont été recueillies dans le Quartier Latin, au cœur duquel s'est installée la permanence du collectif de la région parisienne (La Boutique Verte, 4 rue des Prêtres Saint Séverin, Métro Saint-Michel).

A Asnières, les jeunes immigrés, soutenus par Bernard Cheveau invitaient la population des cités à un débat dans le local de permanence qu'ils ont ouvert au 39 rue Henri Poincaré dans le quartier Morinoux. 200 personnes, dont le maire adjoint de la ville, ont répondu à cette invitation. Il est vrai que ce tract commençait par : « On s'appelle Mohamed, Ali, Djamel, Zora, Fatima, Nadia... comme vos enfants s'appellent Eric, Pierre, Francis, Nicole, Catherine, Sylvie... »

Le 2 mai, veus six heures du matin, des jeunes d'Asnières et d'autres villes de la région parisienne effectuèrent le voyage de Lyon pour rencontrer les grévistes de la faim. En chemin, ils s'arrêteront dans trois villes et tenteront de sensibiliser les autorités locales. Outre la presse qui est tenue au courant des diverses activités de la permanence, les bulletins de plusieurs paroisses ont soulevé la question

Un groupe de lycéens néerlandais qui apprennent le français se sont étonnés, dans une lettre au ministre de l'Intérieur de l'attitude discriminatoire d'une nation dont les habitants parlent une si belle langue.

L'assemblée générale qui se réunira désormais tous les lundis à 19h30 a décidé de participer activement à la manifestation du premier mai, par une présence dans les trois rassemblements prévus à Paris.

Les militants du collectif proposeront aux travailleurs un verre d'eau, celui de la solidarité avec les grévistes de Lyon, mais aussi celui de la solidarité entre les travailleurs français et toute la population immigrée...

Le 1^{er} mai, le collectif de la région parisienne de solidarité avec les jeunes immigrés vous invite à participer à l'action d'information et de soutien à la cause des jeunes immigrés dès 14 heures, devant l'ancienne gare de la Bastille.

secrétaire général
de la CIMADE

R.M.



Paris : Samedi 25 : Rassemblement de soutien devant la Cathédrale de Notre-Dame à l'appel des grévistes de la faim de Lyon pour un jeûne national.

comprendre la situation faite à tant de jeunes de la « nouvelle génération » : comme le dit Christian Delorme, « c'est la suite logique d'une exclusion de la vie sociale, dès le départ ; ces jeunes sont exclus, expulsés de nos écoles, de l'apprentissage, de nos associations, d'une participation à la vie collective » : ils sont exclus de la vie...

Parmi nous vit un peuple qui n'a pas de lieu où vivre, pas de place où exister et dire son espoir et sa joie de vivre : parmi nous vit un peuple nombreux (plus de un million de jeunes de moins de 20 ans, nés de parents étrangers, sur une population globale d'un peu plus de 16 millions de moins de 20 ans en 1978) sur qui pèsent et cette menace d'expulsion du

territoire et cette réalité quotidienne de l'exclusion de la vie.

Je veux enfin souligner une fois encore le geste de Christian, Jean et Hamid : une solidarité avec ceux-là qui sont « exclus de la vie » — une solidarité illimitée qui met en jeu la vie — un accompagnement de tous ceux que touche cette angoisse de l'expulsion. Ils donnent un sens positif et militant à ce terme d'« escorte » dont nous parlions au début de ce billet : « l'escorte illimitée » de nos trois camarades de Lyon, soutenus par un mouvement de solidarité qui s'affirme chaque jour : Escorte : « accompagner, pour protéger ou faire honneur ».

Les grévistes de la faim entrent cette semaine dans la phase dangereuse.

Ils en sont samedi à leur 31^e jour de grève de la faim. Les actions de soutien se multiplient à Paris et en Province. A Rabat, au Maroc, un jeûne de solidarité a été organisé. En Allemagne, en Belgique et en Suisse, des évêques ont envoyé des télégrammes de protestation auprès des ambassades de France dans ces pays. Ils ont adressé leur soutien aux grévistes de la faim, ainsi qu'à tous les évêques d'Algérie et de France qui ont soutenu cette action. Une lettre au Président de la République a été adressée par un certain nombre de personnalités.

Une rencontre importante devrait réunir ces jours-ci les cardinaux Duval (d'Alger), Renard (de Lyon) et Etchegarray (de Marseille) auprès des grévistes de la faim de Lyon. Ce soutien est très important, mais il n'explique pas le silence de l'archevêque de Paris Lustiger et sa discrétion dans cette affaire qui remue toutes les communautés de ce pays.

Sans Frontière



Lettre ouverte au Président

Monsieur le Président,

Les expulsions de certains étrangers soulèvent depuis quelques années des questions nouvelles qui mettent en cause les Droits de l'Homme et de la Famille : il s'agit de jeunes gens dont la famille est en France, qui ne connaissent pas leur pays d'origine ou l'ont quitté depuis leur petite enfance, ou bien de pères, de mères ou d'époux de Français ou de Françaises.

Trois hommes exposent leurs vies en observant depuis vingt-cinq jours une grève de la faim pour témoigner de ces drames.

Exerçant ou ayant exercé des responsabilités à l'échelon national à l'égard des travailleurs étrangers et de leurs familles, nous avons demandé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, à qui la décision appartient, de nous recevoir, espérant lui apporter des informations et des suggestions de nature à contribuer à la solution de ce grave problème.

Malheureusement, celui-ci n'a pu nous fixer à ce jour une date pour cette audience, en raison de la campagne électorale, aussi, lui demandons-nous de suspendre ces expulsions jusqu'à cet entretien.

Nous venons vous informer de cette demande, et de cette démarche, puisqu'il s'agit de cas dramatiques concernant les Droits de l'Homme et l'unité des familles.

Nous vous prions, Monsieur le Président, de bien vouloir agréer, l'assurance de notre très haute considération.

Paris, le 27 avril 1981

Germaine Tillion, Ethnologue, Etienne Burin des Rozières, Président du Service Social d'Aide aux émigrants, Stanislas Mangin, ancien Président de l'Amicale pour l'Enseignement des Etrangers, André Postel-Vinay, ancien Secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, et Pierre Racine, Président du Service Social Familial des Migrants.

PROVINCE :

Le point de la situation

Un mouvement de solidarité énorme traverse la France. A partir de la grève de la faim de Lyon, des comités de soutien ont popularisé cette action. Le cri des expulsés jaillit un peu partout, relayé par ces comités.

A Marseille, Valence, Annecy, Rennes, Saint-Chamond, Caen, Dijon : des milliers de tracts ont été distribués. Des centaines de lettres ont été envoyées au ministre de l'Intérieur en soutien aux « Lyonnais ».

Aujourd'hui, il ne faut plus écrire à Christian Bonnet. Il faut envoyer directement les lettres de soutien au président de la République, à l'Elysée (sans y mettre de timbres). A Nîmes, une manifestation silencieuse a été organisée.

A Toulouse, un comité de soutien s'est créé regroupant diverses associations et organisations politiques et syndicales. Des immigrés et des français se sont relayés en grève de la faim de solidarité pendant 10 jours. Un rassemblement a été organisé le samedi 25 avril à la place du Capitole. Il a regroupé près de 200 personnes environ dans un jeûne

public de 11 h à 17 h sur la place.

Une conférence de presse se tiendra le mercredi 6 mai dans les locaux du comité de soutien à l'Eglise Saint-Esprit. Pour tous contacts, tél : 40 20 81

A Saint-Etienne, le Comité de Soutien (composé de l'UD CFDT, la FEN, CSCV, PSU, PS, MAN, CLAP, Echange et Promotion, CIMADE, MRAP, Délégation diocésaine des Migrants, Mission Espagnole, ACAT, association des centres sociaux, Culture et Liberté, JEC, ACU, PCR) a distribué un tract le 18 avril 1981 et organisé un jeûne le 25 avril 81 dans des locaux d'Echange et Promotion, 4 place St Roch à St Etienne.

Des projections de montages audio-visuels et des diffusions de tracts seront organisées dans la ville.

A 18 heures, les jeûneurs de Saint-Etienne se joindront à ceux de Saint-Chamond qui organisent une soirée de soutien (prise de parole, musique) au Centre Pablo Neruda, à Saint-Chamond.

Dernière minute : lettre au premier Ministre

Le Cardinal Etchegarray, le Pasteur Maury et le Cardinal Renard viennent d'adresser une lettre au premier Ministre M. Raymond Barre, dans laquelle ils lui demandent de faire une déclaration indiquant que les problèmes posés par les grévistes de la faim de Lyon « étaient un vrai problème », qui doit faire l'objet d'une étude sérieuse.

Ils considèrent que « dans cette attente, toute expulsion de jeunes immigrés doit être suspendue ».

A l'initiative du collectif maghrébin, et en soutien à la grève de la faim, une soirée culturelle maghrébine est organisée le dimanche 3 mai à Lyon. Un groupe de jeunes de reggae, au joli nom de « Carte de Séjour » animera la soirée, ainsi que des troupes de théâtre pour enfants. La soirée se tiendra au C.C.O., 39 rue Courte-line, à Villerubanne.



Lyon : Une vue de la manifestation de soutien aux grévistes de la faim de mercredi dernier

MAROC : Journée de jeûne

Chers amis,

Ayant appris qu'un appel était lancé pour un jeûne de solidarité le 24 avril, nous avons voulu nous associer modestement à votre courageuse protestation. Et un groupe d'amis musulmans et chrétiens a organisé ce jour à Rabat un jeûne de solidarité islamo-chrétien.

Pour des raisons locales, nous avons décidé de donner à notre jeûne symbolique un contenu spirituel. C'est ainsi que nous avons prié au milieu de la journée, à la Mosquée pour les uns, au cours d'une liturgie œcuménique de la Parole pour les autres (où étaient représentés catholiques, protestants, ortho-

doxes). Puis des représentants des deux communautés se sont réunis pour une méditation en commun, à partir de lectures tirées des deux traditions.

Nous espérons que des gestes comparables de solidarité, réunissant musulmans, chrétiens et juifs, se produiront un peu partout.

Sachez que le scandale des expulsions est très vivement ressenti ici. Et nous pensons exprimer le sentiment du plus grand nombre en dénonçant avec vous cette terrible injustice, si menaçante pour l'avenir, ainsi que toute oppression et manifestation de racisme, qui portent atteinte à la dignité de

la personne humaine.

Soyez assurés, chers amis, de notre profonde sympathie et de notre entière solidarité.

Marie-Geneviève Lambert, mère de famille

Benfelloun-Touimi, professeur

Belarbi Boubker, professeur

El Hihi Mohammed, Professeur

Zniber Mohammed, professeur

Lahbabi Mohammed Aziz, membre de l'Académie du Royaume du Maroc

Seghrouchni Driss, professeur

Marie-Cécile Veyron, soeur franciscaine

Bou Imajil Abdeslam, professeur

Jean Robert, enseignant

Jean Lambert, professeur

Michel Monbaron, géologue

Jacqueline Monbaron, géologue

Jacqueline Monbaron, enseignante

Annick Le Corfec, ingénieur agronome

EXPULSION DES JEUNES : *Trois mois de sursis*

A l'heure où nous bouclons, ce mercredi soir, la situation de la grève de la faim est pour le moins incertaine.

Dans leur communiqué, les grévistes de la faim, tout en « accueillant avec bienveillance » le communiqué du Ministre de l'Intérieur, déclarent vouloir donner leur réponse précise : jeudi.

La suspension pour trois mois des expulsions des jeunes immigrés est en effet une brèche importante.

Tandis que pour les signataires de l'appel des « 51 » (qui sont aujourd'hui près de 300), le candidat Giscard n'a pas répondu. C'est ce qui explique l'envoi du télégramme publié ci-dessous, qui répond par ailleurs à trois préoccupations :

- Pourquoi restreindre l'arrêt des expulsions aux jeunes âgés de 18 à 25 ans ?

- Quelle sera le rôle de la commission d'études proposée par le Ministère de l'Intérieur, sa composition et son pouvoir ?

Et enfin, troisième problème : la question du délit grave. C'est toujours une appréciation aux mains de l'administration, avec les aberrations déjà constatées, puisqu'un vol de mobylette peut devenir un délit grave.

Par ailleurs, il faut bien évidemment relever l'humour du Ministère de l'Intérieur, qui semble faire une corrélation inadmissible entre « les violences internationales » et les jeunes immigrés.

Sans Frontière.

Télégramme à Giscard :

Attendions votre réponse personnelle promise sur question expulsions jeunes immigrés. Considérons communiqué de votre ministre de l'Intérieur comme ambiguë et dilatoire.

1) Pourquoi restreindre mesures envisagées à tranche d'âge 18-25 ans ?

2) Flou total sur composition et pouvoir du groupe d'étude gouvernemental proposé ?

3) Le critère « crimes et délits graves » maintient porte ouverte à toute interprétation arbitraire.

Vous demandons toute urgence précisions sur ces points. En attendant vous tenons responsable poursuite grève de la faim de Lyon et ses suites.

Pour signataires manifeste contre « France-apartheid » : De Bollardière, G. Casalis, R. Garaudy, F. Guattari, V. Jankélévitch, B.H. Lévy, C. Mauriac, P. Milliez, A. Sanguinetti, L. Schwartz, Vercors.

Paris, mercredi 29 avril, 19h30

Dernière minute :

Quelques heures après la déclaration du Ministre de l'Intérieur, les CRS et la police sont, pour la première fois, intervenus contre une permanence du Collectif de soutien avec les jeunes immigrés de Paris dans laquelle séjourne un gréviste de la faim de 73 ans au 13^e jour de son action. Vers 22 h, mercredi, les panneaux d'information qui ornaient depuis huit jours, les alentours de la *Boutique Verte* rue Saint-Séverin, étaient saisis par un capitaine de CRS à la tête d'une vingtaine d'hommes.

Du goulag aux immigrés :

Le 1er mai dernier, les nouveaux philosophes Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann et Marek Halter appelaient à une manifestation depuis l'ambassade de l'URSS jusqu'à celle d'Argentine sous la banderole « Droits de l'Homme-Moscou 80 ». Elle fut courte car la police les embarqua aussitôt, sans respect pour l'intégrité physique de ces hautes consciences morales.

Ce 1er mai, les mêmes -qui ont entre temps signé le « *Mani-*

feste contre la France de l'Apartheid » ont découvert les injustices qui fleurissent effrontément dans leur propre pays. Ils appellent à une manifestation depuis l'Elysée jusqu'au siège du PCF sous la banderole « Droits de l'Homme - Paris 81- Solidarité immigrés ».

Nous la leur souhaitons intégrale. Rendez-vous vendredi à 10 h du matin devant le théâtre Marigny, métro Champs-Élysées-Clémenceau.

Jean-Louis Hurst

Jeunes immigrés : le candidat V.G.E. n'a pas encore répondu ...

Dans sa réponse aux signataires d'une lettre envoyée au candidat à la Présidence de la République, réclamant l'arrêt des mesures d'expulsion dont sont victimes les enfants d'immigrés en France, Monsieur Jean-Philippe Lecat affirmait le 25 avril dernier que M. Giscard d'Estaing « étudie le moyen de concilier à la fois le respect de l'ordre public et de la sécurité des citoyens français, avec les préoccupations humanitaires ... »

M^r Lecat assurait que le Président de la République fera personnellement connaître sa réponse avant la fin du mois d'avril. La lettre du porte-parole de M^r Giscard d'Estaing était destinée au Général de Bollardière, à l'Amiral Sanguinetti, M^r Vladimir Jankélévitch, M^r Laurent Schwartz, le Professeur milliez, le théologien Casalis, M^r Claude Mauriac, M^r Garaudy.

A la veille de cette fin de mois, le collectif de la région parisienne de Solidarité avec les jeunes immigrés, s'inquiète du silence du candidat à la présidence de la République, Valéry Giscard d'Estaing.

Le Collectif ne peut en aucun cas considérer la position du ministère de l'Intérieur comme une prise de position d'un candidat à la présidence.

M^r François Mitterand a lui, pris position à ce sujet le 6 avril et l'a confirmé par téléphone le 17 avril.

M^r Mitterand promet que s'il est élu président, il demandera au gouvernement de mettre immédiatement fin aux mesures d'expulsion et de prendre les dispositions législatives nécessaires, pour que nul désormais, ne puisse y avoir recours.

A Paris, le 29 avril à 19 h. Le Collectif de la Région Parisienne de Solidarité avec les jeunes immigrés.

Communiqué du Ministère de l'Intérieur

Saisi du douloureux problème de la grève de la faim de deux Ministres du Culte Lyonnais en faveur de certains jeunes immigrés délinquants, le Ministre de l'Intérieur a procédé depuis deux semaines à une étude très attentive des questions soulevées.

A l'heure où la sécurité du territoire, comme dans les autres pays européens, est constamment menacée par le climat de violence internationale, il ne saurait être question de maintenir sur le territoire français des étrangers ayant commis des délits graves.

S'agissant de jeunes étrangers, le Gouvernement avait accepté de ne procéder à aucune expulsion d'enfant mineur, et d'examiner cas par cas la situation de ces jeunes, notamment entre 18 et 25 ans.

Par ailleurs, la situation juridique complexe de certains jeunes algériens, nés en France et ayant grandi dans notre pays, fait l'objet de négociations en cours entre la France et l'Algérie.

Soucieux de concilier les exigences de la justice et la tradition d'humanisme de notre pays, le Ministre de l'Intérieur, a proposé au Premier Ministre, en réponse aux préoccupations exprimées par certaines personnalités, la création d'un groupe d'étude pour trouver à ce problème humain une solution équitable. Ce groupe devrait remettre son rapport d'ici trois mois.

Pendant la période de ses travaux, il sera sursis à l'expulsion des jeunes entrant dans cette catégorie, sauf dans le cas de crimes et délits graves. Paris, le 29 avril 1981

Communiqué des grévistes :

Les grévistes de la faim ont accueilli avec bienveillance le communiqué du Ministre de l'Intérieur. Ils n'arrêtent pas pour autant la grève de la faim. Ils donneront demain, jeudi, une réponse précise.

Lyon, mercredi 29 avril, 19 h



Abstention élevée Raz-de-marée légitimiste

Les résultats des élections présidentielles en Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion, et Nouvelle-Calédonie, donnent globalement trois enseignements principaux.

En premier lieu, l'abstention est globalement élevée dans les cinq pays (46 %) et particulièrement aux Antilles et en Guyane (55,86 %). Certes, il est plus faible que celui des européennes mais tout le monde sait qu'aucun électeur, de droite ou de gauche, ne s'était mobilisé à l'occasion de ce scrutin et donc que ce taux d'abstention n'avait guère de signification politique. En revanche, il est le même qu'en 74 (46,6 % et 54,7 %) pour les Antilles-Guyane et plus élevé que celui des législatives de 78 (41,10 % et 48,24 % pour les A.G.).

Deuxièmement la majorité, autrement dit Chirac, Debré, Giscard, augmente sensiblement son score. En 74, Chaban Delmas faisait 18,08 % des inscrits, alors qu'aujourd'hui, Chirac et Debré réalisent 7,85 %. Ainsi, le réflexe légitimiste de l'électorat des DOM—TOM a joué à plein : qui vote à droite, vote pour le pouvoir en place ; Ce résultat élevé suscite des polémiques. Le Parti Socialiste par la voix de G. Defferre a accusé l'appareil d'Etat de truquages. Claude Labbé, un des lieutenants de Chirac, s'est déclaré d'accord avec le député-maire de Marseille « dans une certaine mesure ... ».

En tout état de cause, ce qui est certain, c'est que le Président sortant a bénéficié de soutien total et inégalitaire, voire illégale, des radios et télévision officielles et des différentes préfectures. Comme à l'époque de De-Gaulle et de Pompidou) Giscard a utilisé le vote du chantage, de la peur et de l'épouvantail de la misère et de la famine.

Résultats par pays :

Guadeloupe :

L'abstention est toujours aussi élevée (60,31 %) avec un tassement par rapport à 74 (64,69 %) et un progrès par rapport à 1978 (56,16 %). Le camp patriotique sans faire de percée se maintient en dépit de l'utilisation par la droite du « phénomène GLA » pour faire peur. La droite progresse : 15 % des inscrits en 74, 22 % en 78, 30 % en 81, au bénéfice de Giscard qui quintuple son score de 74 (de 5,53 % à 27,31 % des inscrits). L'héritage Gaulliste s'étiole (10,78 % ET 3,84 % en 81).

Au sein de la gauche votante, c'est un peu la débâcle. Elle réunissait en 74, sur le nom de Mitterrand 27,46 % des inscrits en 74, en 81, Marchais et le candidat socialiste obtiennent 6,20 %. Le P.C. Guadeloupéen est désavoué par ses électeurs dont une bonne partie n'a pas suivi sa consigne de vote pour G. Marchais.

En 78, où il avait déjà connu un recul, le PCG avait obtenu 7,7 % des inscrits, en 81, il ne fait plus que 2,52 % des inscrits. Le P.S. dégringole lui aussi : 5,66 % en 78, 4,04 % en 79, et 3,84 % des inscrits en 81.

GUYANE

Progression abstentionniste due à l'unité Guyanaise qui avait refusé de voter Marchais : 51,10 % d'abstention en 74, 40,33 % en 78, 55,95 % en 81.

La droite (30,01 des inscrits), progresse par rapport à 74 (25,6 %), mais stagne selon 78 (30,8 %). Pour la première fois, le courant Gaulliste se voit devancé par Giscard alors que la majorité des élus locaux sont RPR[:

Le P.S. guyanais perd la moitié de son électorat de 78 (25,06 % contre 9,03 % des inscrits en 81). La minorité abstentionniste de ce parti se révèle majoritaire au sein de l'électorat qui a préféré s'abstenir selon les consignes de l'Unité Guyanaise et du Camp Patriotique F.L.N.G. et Moguyde).

MARTINIQUE

La droite départementaliste continue de progresser : en 74, elle faisait 31,80 % des inscrits en 78, 35,12 % ; en 81, 38 %. En dépit des efforts du RPR, l'érosion de l'électorat gaulliste s'est accentué. Giscard fait sept fois plus de voix que Chirac alors qu'en

74, il en avait trois fois moins que Chaban-Delmas.

Echec pour le Parti Progressiste d'Aimé Césaire et son appel à voter Mitterrand ; le score progressiste de 78 ajouté à celui de la Fédération Martiniquaise du PS était de 13,81 % des inscrits. En 81, Mitterrand ne fait que 5,61 %. Dans la capitale où Césaire est maire, Giscard écrase Mitterrand (15 000 contre 5 000). Il semble que près de la moitié de l'électorat progressiste se soit abstenu et un quart a voté à droite.

Pour la première fois dans une élection nationale française (législative, municipale, ou présidentielle) le score des abstentionnistes dépasse le score des 50 % (51,65 %). Celui-ci était de 46 % en 74 et de 41 % en 78. Cette sensible augmentation est sans nul doute due à la campagne abstentionniste du P.C.M.

Ainsi dans les Antilles et Guyane, il est manifeste que la loi des extrêmes a joué. D'un côté, la droite progresse (Martinique, Guadeloupe) ou se maintient (Guyane) de l'autre, les abstentionnistes gagnent du terrain (Martinique, Guyane) ou se maintiennent (Guadeloupe). Et ceci en défaveur des solutions mitigées de certains partis Anti-colonialistes (PSG, PPM, PCG.).

REUNION

Dans ce pays, l'abstention est faible (35,04 %). Ceci est normal, aucun grand courant

politique n'ayant appelé à se détourner des urnes.

La gauche recule (47,7 % en 74, 42,34 % en 78, 31,68 % en 81) et ceci en défaveur du P.C. Réunionnais dont l'électorat continue à s'effriter (34,41 % en 78, 33,12 % en 79, 9,83 % en 81).

La droite fait un bond en avant (47,74 en 74, 58,63 % en 76, 63,57 % en 81) avec un Giscard triomphant (17,70 % en 79, 31,37 % en 79, 45,89 % en 81). Le duel Chirac-Debré tourne à l'avantage du premier (11,08 % pour le maire de Paris et 6,55 % pour le député local) et au désavantage de l'ensemble du RPR (25,58 % en 79, 17,08 % en 81).

NOUVELLE—CALEDONIE

Les consignes d'abstention d'une partie du Front Indépendantiste n'ont pas été suivies d'effet, celles-ci restent aux alentours de 33 %.

La droite fait un bond en avant : 52,04 % en 74, 66,45 % en 81. Ici aussi, Giscard arrive en tête (48,82 % contre 23,77 % en 74) en défaveur de Chirac (17,63 % contre 28,27 % pour Chaban en 74).

La gauche subit un effondrement. En 74, Mitterrand était à 43,93 %, en 81, son score et celui de Marchais (23,33 et 3,42 %) atteignent à peine 27 %. Quand on y regarde de près, on constate que le chiffre absolu de la gauche n'a guère varié (14 344 contre 12 665). La baisse de pourcentage de la gauche est due pour l'essentiel à l'exceptionnelle augmentation du corps électoral (40 % de 74 à 81). La politique de colonisation de peuplement, semble, ici, plus que dans les autres DOM et TOM, bénéficier à la droite.

NEG MAWON

* Pour ces deux pays, les pourcentages des candidats sont calculés en fonction des suffrages exprimés.



« Je suis Réunionnais, je ne vote pas ! »

(« Mwin lé Rényoné, mi vot pa ! »)

Après la prise de position du parti « communiste » Réunionnais, qui a appelé à voter pour le candidat du parti « communiste » français, Georges Marchais, lors des élections présidentielles. Sans Frontière a voulu connaître l'opinion des émigrés Réunionnais. C'est ainsi qu'au cours d'une enquête entreprise, il y a environ deux semaines (effectuée avant le premier tour des élections) nous avons posé deux questions à plus de cent Réunionnais de Paris.

1. Avez-vous déjà voté, depuis que vous êtes en France ?
2. Est-ce que vous avez l'intention de voter aux prochaines élections présidentielles ?

Les réponses que nous avons reçues se répartissent ainsi : à la première question, 60 % répondirent non, nous n'avons jamais voté depuis notre arrivée en France. 40 % affirmèrent qu'ils ne voteront pas aux présidentielles contre 20 % qui répondirent, qu'ils déposeraient un bulletin dans l'urne le 26 avril et le 10 mai. S'agit-il là d'une réponse à l'attitude raciste du parti « communiste » français ? On peut pen-

ser que le refus de certains maires « communistes » de loger des originaires des « départements » d'Outre-mer dans des HLM sous prétexte que les Réunionnais, Antillais et Guyanais ont une manière de vivre qui gêne les « bons » français, a eu une influence sur la décision des Domiens. En se proclamant abstentionnistes, ceux-ci ont sans doute compris que les élections françaises n'ont aucune influence sur leur situation d'émigrés. 80 % d'abstentionnistes réunionnais commentaires qui en disant dans l'immigration en France, voilà un constat qui nous a étonnés mais non surpris, après avoir entendu les commentaires qui ont suivi les réponses : un agent hospitalier « Moi, je ne vote pas ! les élections Françaises concernent les Français, moi, je ne suis pas français, je suis Réunionnais ». Un agent SNCF : « voter ! Quoi ! Mais voter pour qui ? Ils sont presque tous racistes, non, je ne vote pas ! » Vu la situation actuelle du migrant Réunionnais en France, voilà des commentaires quoi en disent long. Comment ne pas

penser, qu'il est fort possible que le PCF a compris depuis longtemps que les originaires des D.O.M. sont en majeure partie abstentionnistes qu'il s'agit donc de gens peu intéressants, disons même « allo-gènes » pour reprendre le terme utilisé par ce maire « communiste » qui refusa de loger une antillaise. - Comment ne pas comprendre dans une certaine mesure, ces abstentionnistes Réunionnais ? - Afin que tout soit clair, en ce qui concerne cette enquête menée par Sans Frontière ; il convient que vous lisiez ces deux témoignages choisis parmi ceux qui ne voteront pas pour ces élections :

- Un chauffeur d'autobus à la RATP : « Moi je vote parce que c'est un droit et puis pour avoir un logement en HLM, il faut voter ».

- Un facteur : « Moi, je vote ! Je suis quand même un citoyen Français ! La Réunion est Française »

Avec ces deux commentaires, nous laissons libre court à votre méditation. S'il est certain que l'attitude raciste du PCF a contribué pour une

large part à l'abstention des migrants réunionnais à ces élections. Il n'en ressort pas moins de cette enquête, que parmi les abstentionnistes, au moins 15 % sont sans opinion et déclarent : « Moi, je ne m'intéresse pas à la politique ». Il est vrai que l'on n'a rien fait pour qu'ils s'y intéressent. Un fait nouveau qui nous est apparu lors de cette enquête, c'est l'affirmation d'une identité Réunionnaise, par une grande partie de cette immigration. Cette revendication d'une identité existe de façon évidente, chez des Réunionnais et Réunionnais qui rejettent en masse, l'assimilation Française, pour penser, agir et vivre leur vie de Réunionnais.

En conclusion, on peut affirmer que si le nombre des abstentionnistes est en nette augmentation pour ces présidentielles, cela semble dû essentiellement à la défection de nombreux électeurs communistes qui refusent ainsi de cautionner la nouvelle « politique du bulldozer du parti « communiste » Français.

Saint-Omer F.A.

Sollicités comme tant d'autres couches d'électeurs, et abreuvés de promesses électorales, les Français-musulmans ont fait l'objet, durant la campagne présidentielle pour le premier tour, autant d'approches discrètes que de débats publics.

Une vive polémique a opposé, on s'en souvient, M. Chirac, candidat R.P.R. à M. Dominati, secrétaire d'Etat aux Rapatriés. M. Mitterrand, lors de son meeting en Avignon, et M. Giscard d'Estaing, à l'occasion de ses déplacements à Montpellier et Aix-en-Provence, avaient évoqué, à leur tour, le sort de cette communauté, le premier pour promettre un règlement définitif des problèmes en suspens, et le second pour estimer satisfaisants les efforts menés depuis 1974.

Parallèlement, les divers états-majors électoraux ont redoublé d'efforts et ont organisé de multiples réunions avec les associations censées représenter les quelques 600 000 électeurs de confession islamique. Ce chiffre impressionnant aurait pu constituer, on s'en doute, un atout électoral important de la communauté pour imposer auprès des candidats un certain nombre de revendications urgentes. On aurait pu supposer vue l'ampleur des problèmes qui restent à résoudre, la marginalisation encore présente, que les « Français-Musulmans » soient portés à sanctionner le président sortant, et dans la foulée, les candidats « gaullistes » liés à la politique menée jusqu'en 1976 et donc responsables en partie de la situation actuelle de la communauté.

Or, il est pratiquement certain même s'il est difficile de le démontrer à l'heure actuelle (1) que le vote des Français-Musulmans a bénéficié, comme d'habitude, aux candidats de la majorité, et un transfert significatif de leurs suffrages vers les candidats de gauche, depuis la dernière échéance présidentielle le paraît bien improbable.

MM. Chirac et Debré ont dû recueillir une part importante des voix musulmanes de France. Cela est dû à deux raisons importantes. Héritiers du Général De Gaulle — du moins aux yeux d'une fraction des « harkis » — ils ont bénéficié du prestige que garde le Général aux yeux de ces électeurs, tout en recueillant les voix de ceux qui n'ont pas été satisfaits par le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Cela ne signifie nullement que le président sortant n'a pas fait un bon score. Sa politique « new-look » (création d'un secrétariat d'Etat, de commissions, ...) les liens multiples tissés par ses amis — dont M. Poniowski — avec certaines associations de rapatriés, ont dû peser sur le vote des Français-Musulmans.

Il est donc probable que les campagnes des candidats de gauche ont recueilli peu d'écho auprès des électeurs musulmans même si la situation est différente pour les deux principaux candidats de l'opposition.

M. Marchais, candidat du P.C.F. a dû être handicapé par l'image que garde son parti auprès des vieux électeurs fran-

çais-musulmans, qui identifient le P.C.F. au F.L.N. Il est possible que la campagne communiste contre les immigrés ait renforcé ce sentiment de méfiance.

Quant à M. Mitterrand, il a dû bénéficier des voix peu nombreuses, il est vrai, des jeunes électeurs musulmans « contestataires ». Déçus par les initiatives gouvernementales, révoltés par la situation désastreuse où ils sont maintenus, « immigrés de fait », donc sans droits malgré leurs cartes d'identité françaises, ils adhèrent peu, ou alors sans grand enthousiasme, aux associations « d'adultes ». La campagne de François Mitterrand, et les initiatives de ses amis ont donc trouvé un bon accueil chez ces jeunes, désorientés pour le moment, mais décidés à prendre la relève des « notables » et dirigeants de la communauté.

François Mitterrand doit donc à cette situation bloquée les voix qu'il a dû recueillir chez les Français-Musulmans

et les appels à voter en sa faveur qu'on a pu entendre ici et là, ont dû faire le reste.

Pour le second tour, il est difficile de savoir comment vont se comporter les électeurs musulmans de Mrs Chirac et Debré, et on n'a pas encore enregistré de réactions publiques du côté des associations depuis le 26 avril. Dans l'entourage du président sortant, on s'emploiera à assurer un bon report, et l'infrastructure mise en place depuis 1974 (B.I.A.C., ...) agira discrètement dans ce sens.

Mais au-delà du second tour, le comportement électoral de ces centaines de milliers d'électeurs est à analyser, et pose à notre sens plusieurs problèmes. D'une manière générale, la communauté aura « raté » une occasion de poser publiquement ses problèmes et d'interpeller l'opinion publique. On est amené, en conséquence, à s'interroger sur le rôle des associations des Français-Musulmans et des notables.

Leur difficulté, voire leur incapacité à défendre les gens qu'ils prétendent représenter, ne peut plus être niée et il faut souhaiter un sursaut de leur part et une réflexion nouvelle. Cela passe, entre autres choses, par un dialogue avec la population immigrée qui présente de plus en plus des caractères similaires, et qui vit une situation semblable (stabilisation et rajeunissement de la communauté, problèmes aigus des jeunes, etc...)

Sans Frontière qui veut contribuer à cet échange public ci-contre un bilan du septennat de M. Giscard d'Estaing établi par Mohamed Haddouche.

Kamal Bellarbi

(1) Une analyse comparative des résultats obtenus par les divers candidats en 1974 et au scrutin du 26 avril 1981 dans les hameaux et villages à forte concentration de « harkis » ne pourrait que confirmer cette hypothèse.

Le vote des français musulmans : Une occasion manquée ?

Bilan d'un septennat

Par Mohamed Haddouche *

1974, année de l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République, a été aussi l'année de l'émergence d'un long sommeil de la communauté des Musulmans-Français. 1975 et 1976 ont été deux années mouvementées. Tous les moyens sont bons pour attirer l'attention de l'opinion publique : grèves de la faim, prises d'otages, etc... Un nom est lié à ces événements, celui de Laradji.

La lutte a permis la fermeture du camp ghetto de Saint-Maurice-l'Ardoise, et en partie de celui de Bias. Les pouvoirs publics prennent conscience, alors de l'existence d'un problème. Pour y remédier, toutes les formules vont être essayées, création de commissions ministérielles, interministérielles, parlementaires chargées de missions, commission nationale et enfin recommission nationale plus un comité national, pour aboutir à quoi ? A peu de choses en réalité. Il est vrai que des solutions ont été trouvées, mais elles demeurent nettement insuffisantes, voire superficielles en ce qui concerne notamment la 2^e génération.

Et pourtant, notre communauté attendait beaucoup de ces différents organismes où siégeaient pour la première fois des représentants de Musulmans-Français ! Alors que s'est-il passé pour que nos espoirs soient à ce point déçus ?

C'est soit la faute des pouvoirs publics qui n'ont pas voulu aller au fond des choses, soit la faute de nos représentants qui n'ont pas su plaider avec vigueur notre cause.

Que constatons-nous depuis 1974 ? C'est que nos soi-disant représentants sont inamovibles. Ceux, toujours les mêmes qui continuent de nous représenter. Nos problèmes n'étant toujours pas résolus, comment se fait-il

qu'ils n'aient pas encore compris que c'est en majeure partie de leur faute.

Malgré ces carences notoires, le septennat de V.G.E. n'a pas été entièrement négatif, quelques mesures, encore très insuffisantes sont apparues quoiqu'il y ait beaucoup à dire quant à leur application.

Faisons l'inventaire de ces mesures que nous classerons par grand chapitre.

I - L'indemnisation

Encore nettement insuffisante, les différentes lois d'indemnisation ont été faites sur un « moule » pieds-noirs, pour les Musulmans-Français, il n'y a eu que quelques articles additifs, donc pour être équitables, il faudrait une loi d'indemnisation pour eux. Actuellement, indemnisation forfaitaire :

- 5 000 F pour une personne seule,

- 10 000 F pour un couple

II - L'insertion dans la société.

Pour réussir cette insertion, il est nécessaire de trouver des solutions au problème du logement, ce qui a été tenté.

Tout d'abord, les camps « ghettos » tels que St Maurice l'Ardoise ou Bias ont été fermés totalement ou en partie (Bias).

Ensuite, les hameaux forestiers, autres ghettos, existent toujours, bien que le préfabriqué soit remplacé par des constructions en dur, mais sur les mêmes lieux, souvent très éloignés de toutes villes ou de tous villages - Alors que la solution consistait en l'éclatement de ces hameaux dans les communes environnantes.

- La seule mesure vraiment positive a été l'aide à l'accession à la propriété. Il est regrettable qu'elle n'ait pu être étendue à l'ensemble de notre communauté.

Très peu de choses ont été faites pour influencer les autres

facteurs permettant une bonne insertion.

III L'emploi

Le sort des ouvriers forestiers a été amélioré ;

Quelques Français-Musulmans ont bénéficié d'emplois réservés,

- Les tapisseries de Lodeve sont toujours exploitées malgré l'extraordinaire travail qu'elles réalisent.

Autrement, les Musulmans-Français ne bénéficient d'aucune aide particulière dans le domaine du travail malgré leurs gros handicaps.

IV La formation professionnelle

Il est nécessaire de rappeler que 75 % d'enfants de Musulmans-Français quittent le cycle scolaire sans aucune formation professionnelle - Donc, l'Etat devra consentir un effort considérable pour y remédier.

Quelques stages dus à la bonne volonté de certains, ont récemment été tentés aux B.I.A.C., mais ils ne donnent pas les résultats escomptés. Du fait de leur spécificité, ils sont délaissés.

La solution consistait à accorder à ceux qui en faisaient la demande, la priorité aux stages de formation organisés par l'A.N.P.E. par le biais des centres de F.P.A.

V La scolarisation.

Actuellement le grand problème. Rappelons quelques chiffres :

- 75 % sortent de l'école sans aucun diplôme ni formation.

- 20 % atteignent le niveau C.A.P. ou B.E.P.

- 3 % sont du niveau Bac ou équivalent,

- 2 % dans les divers.

Le Ministre du Travail accorde une bourse spéciale, mais bien peu en profitent. Beaucoup en ont fait la demande, peu l'ont obtenue.

Aucune autre n'est apparue pour trouver un remède à un problème de cette importance.

VI Le racisme

Les Musulmans-Français souffrent du racisme au même titre que les immigrés. La loi de 1972 demeure très mal appliquée.

Un groupe d'alerte a été constitué pour lutter contre le racisme au sein de la commission nationale. Son animateur, le Général Khelifa a déclaré récemment, que le racisme n'était pas aussi fréquent que certains le disent.

Telle a aussi été la position du Secrétaire Général du comité national, le Docteur Cadi. Les récents assassinats racistes à travers la France, sont-ils des « mirages » purs fruits de l'imagination ?

VII La culture

Il a été demandé, au minimum, l'enseignement de la langue arabe - et cela se réalise assez difficilement, lorsque cela se fait.

Il paraît que des crédits existent ! Alors qu'attendent-ils pour les utiliser ?

250 millions ont été utilisés semble-t-il ! En quoi et de quelle manière ?

VIII Le culte

Il a été demandé la création de :

- Mosquées

- cimetières musulmans,

- une émission religieuse télévisée au même titre que les autres cultes.

Il a été obtenu :

- Un pèlerinage à la Mecque ! Et l'Etat ne doit pas s'immiscer dans les affaires religieuses.

IX L'information

Nous avons demandé que l'opinion publique soit informée de notre situation, afin qu'il y ait une compréhension réciproque de part et d'autre.

Nous avons demandé à faire connaître et nous avons obtenu une émission de propagande à la télévision, où l'on n'entend que des louanges pour l'oeuvre du Gouvernement.

Enfin les B.I.A.C., taxés souvent de « bureau de manipulation », en réalité la reproduction exacte des anciens services des affaires indigènes, sont actuellement transformés en bureau de placement alors que l'A.N.P.E. existe !

Dans tous les domaines, nous voyons apparaître des services spéciaux aux Musulmans-Français pour les « enfoncer » encore davantage dans leur état d'éternels assistés.

Le grand succès de ce septennat a été la division des Français-Musulmans (diviser pour mieux régner !). Division qui a pu s'opérer grâce à l'irresponsabilité de nos représentants.

Si l'intention du pouvoir est de réellement régler nos problèmes, il devra changer d'interlocuteur. Le dialogue doit se faire avec d'autres que ceux qui ont fait leurs « preuves » en Algérie ou depuis 1974 : les anciens et nouveaux notables.

Ces messieurs ont montré leur inaptitude à trouver les solutions qui s'imposent, alors qu'attendent-ils pour laisser la place à la nouvelle génération qui, elle, n'acceptera aucune compromission et aura, il faut l'espérer, un autre idéal.

* Ex-membre de la Commission Nationale auprès du Premier Ministre



En direct des Nouvelles colonies

« Votre développement m'intéresse ... »

Réserves inépuisables de matières premières et de main-d'œuvre, les pays du Tiers et du Quart Monde suscitent les convoitises des puissances industrielles. Le phénomène n'est pas récent : il remonte à l'époque des grandes découvertes, à Vasco de Gama et Christophe Colomb. Depuis, beaucoup de choses ont changé. On n'entasse plus les Noirs à fond de cale pour les amener dans les plantations américaines ou antillaises. Avec l'évolution libérale ; avec Marx, Russes ont fait leur révolution socialiste. Des deux côtés, on écrit maintenant « liberté » et « égalité » avec des majuscules.

Pour l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine, quelle est la différence ? Ce ne sont plus des colonies — mot odieux qu'aucun chef d'Etat n'oserait plus prononcer — ce sont des nations indépendantes, libres de mener leur évolution politique et économique comme elles l'entendent.

Fort bien. Cela, c'est la théorie. En pratique, tout le monde le sait, un néo-colonialisme plus ou moins soigneusement déguisé fait que l'autonomie politique des États nouvellement indépendants n'est qu'un leurre. Les grandes puissances se disputent apremment le contrôle de chaque parcelle de terrain.

Sur le plan économique, la situation n'est pas plus brillante. Les pays dits « en voie de développement » sont toujours un réservoir de main-d'œuvre. On ne parle plus d'esclaves, mais de travailleurs immigrés. La différence n'est parfois pas très grande... Depuis 1974, la crise économique a cependant provoqué une évolution qui commence seulement à devenir perceptible. Si cette évolution devait se poursuivre, on arriverait à la disparition progressive des travailleurs immigrés. Pourquoi ?

— Devant la montée du chômage, tous les gouvernements, quelle que soit leur orientation politique s'approprient à limiter toujours davantage l'installation d'étrangers sur leur territoire.



— Devant la concurrence des pays dits « à bas salaires », les patrons ont compris qu'il valait mieux faire travailler un Marocain dans son pays pour un salaire de misère plutôt que de le faire venir en France où ils seront forcés de lui donner au moins le S.M.I.C.

Les pays pauvres, réserves de main-d'œuvre dans l'avenir ? Oui, toujours, avec une différence : on fera dorénavant l'économie du transport ; on fera travailler les pauvres sur place, chez eux. Cela pose moins de problèmes...

Les pays pauvres, réserves de matières premières ? Oui, toujours, avec une différence : la principale préoccupation des pays développés n'est plus tant de trouver des matières premières (même l'approvisionnement en pétrole ne leur pose



Bobby Sands

Les derniers espoirs de mettre fin au calvaire de Bobby Sands ont été balayés par l'intransigence des autorités britanniques qui ont refusé que le prisonnier accompagné d'un co-détenu et de deux responsables du Sinn Fein (la branche politique de l'IRA) rencontre la délégation de la Commission européenne des droits de l'homme. Londres n'a pas toléré que le prisonnier républicain puisse se faire représenter, malgré la gravité de son état : il ne peut plus absorber d'eau et son corps est enveloppé d'une peau de mouton afin d'éviter que ses os ne transpercent sa peau.

Ces dernières semaines ont vu se développer une intense mobilisation de la population catholique largement pénétrée des idées républicaines. Les plus jeunes des ghettos de Belfast et de Derry se sont lancés dans des combats de rue acharnés contre les soldats britanniques. C'est ainsi que deux « gosses » du Begside ont péri sous les roues d'une Land-Rover, tandis qu'un troisième succombait des suites de blessures à la tête. Belfast, des dîres mêmes de la presse britannique a connu l'une de ses plus importantes manifestations de ces dernières années : 15 000 personnes ont défilé en scandant : « victoire pour les prisonniers, la vie pour Bobby Sands ». A Londres, les manifestations du week-end dernier après des heures avec la police, se sont soldées par 43 arrestations. Des télégrammes de soutien ont été envoyés par 15 députés tandis que 11 députés européens ont tenté en vain de faire intervenir le

pas, en fait, de difficultés insurmontables) que de vendre des produits finis. Les pays qui ne vendent que des matières premières (ceux de l'O.P.E.P.

Parlement de Strasbourg. Venant de nombreux pays, des voix s'élèvent : d'Iran, du Portugal, d'Australie, du Pays Basque, de RFA, des USA pour se joindre à la protestation contre le gouvernement britannique. Malgré cela, Thatcher se refuse obstinément à accorder le statut politique ou toute modification des conditions de détention des prisonniers républicains. Les extrémistes loyalistes tel le révérend Ian Paisley agitent le spectre de la guerre civile si Londres s'avise de faire des concessions à leurs adversaires. Tout en appelant à une « intervention divine pour sauver l'Irlande du Nord », Paisley menace de faire intervenir les groupes paramilitaires protestants dont les membres officient le jour sous

IRLANDE

La poudrière

l'uniforme des RUC et de la police auxiliaire UDR.

S'estimant trompé par les promesses non tenues par Londres, lors de la précédente grève de la faim, l'IRA n'a décrété aucune trêve dans la lutte qu'elle mène contre la présence britannique, ainsi, il n'est pas un jour, sans qu'un soldat ou un policier, ne tombe sous les balles d'un volontaire de l'armée républicaine irlandaise.

Ces dernières années, les Anglais ont déjà laissé mourir deux grévistes de la faim : Michael Gaughan en 74 et Frank Stagg en 76. Tout doit être fait pour que Bobby Sands ne s'ajoute pas à la liste.

Frank Roussel



Manif à Paris : 5 mai 1981, le comité de défense des Prisonniers politiques irlandais appelle à une manifestation de protestation qui partira

de la gare St-Lazare à 18 heures en direction de l'ambassade de Grande-Bretagne.

mis à part) ne gagnent pas suffisamment d'argent pour acheter ensuite des voitures ou des postes de télévision aux pays industrialisés. Pour cela, il faudrait qu'ils s'industrialisent eux-mêmes, qu'ils deviennent riches, qu'ils gagnent suffisamment en devises pour acheter aux industriels occidentaux ce que ceux-ci n'arrivent plus à vendre dans leurs propres pays.

L'aide au développement n'a pas d'autre but. Il n'est pas question de faire un geste humanitaire, d'aider des gens à sortir de la misère parce que la misère est une chose odieuse. Ce que recherchent les pays développés, c'est à se constituer une clientèle, dans tous les sens du mot, politique et commercial. Leur rêve ? Transformer le monde en un vaste et unique supermarché.

Alors, ce que nous voudrions faire dans « Sans Frontière », c'est montrer, semaine après semaine par des exemples précis, comment les pays riches conçoivent le développement des pays pauvres, ce qu'ils font et ce qu'ils envisagent de fai-

re pour les « aider. « En direct des nouvelles colonies », le titre de notre rubrique, est volontairement provocateur ; il rappelle crûment une réalité que certains voudraient occulter en parlant d'aide ou de coopération : pour les multinationales, le bon temps des colonies n'est pas fini, il ne fait même que commencer. Si vous avez des informations à nous rapporter ou des questions à nous poser, n'hésitez pas à nous écrire à la rédaction du journal.

Antitrust

Pour un Front de salut public

Nous vous proposons la suite de l'interview accordée à *Sans Frontière* par Abdoulaye Wade il y a un mois. Né en 1926, économiste et juriste, il fut un temps doyen de la faculté de droit de Dakar et le défenseur de Mamadou Dia. Abdoulaye Wade, explique son investissement politique, son attachement à l'unité africaine, la situation actuelle du Sénégal et les relations entre les partis d'opposition.

Musulman croyant et pratiquant (quatre voyages à la Mecque), A. Wade est aussi Mouride. Beaucoup de choses ont changé au Sénégal depuis cette interview, aussi faudrait-il la situer dans le temps et considérer qu'il a pesé de son poids critique dans les bouleversements que nous connaissons tous maintenant.

S.F. : Quelle est votre alternative économique pour le Sénégal ? Votre programme ?

Abdoulaye Wade : La perspective actuelle pour le Sénégal serait celle des formations non seulement comme le P.D.S., mais aussi le R.N.D., nous sommes en conversation, nous avons d'excellentes relations. A un certain moment donné, le Sénégal était sans doute en difficulté mais dans une situation presque normale, il y a des problèmes de développement qui se sont posés. Dans cette phase particulière, nous n'avons pas envisagé une alliance quelconque avec qui que ce soit et notre position a été pour les élections, chacun pour soi, après nous verrons. Mais progressivement, le Sénégal entre dans une crise économique, sociale et financière profonde, alors nous n'avons plus la prétention, nous tous seuls, de redresser la situation. Aussi nous nous consultons. Le R.N.D., le P.A. marxiste non reconnu, le P.A. officiel, nous discutons tous les jours, nous avons des rencontres bilatérales pour un front de salut public, que la situation requiert. Le programme ne peut être n'importe lequel. Il s'agit d'un programme de redressement.

Pour le redressement

S.F. : Ne craignez-vous pas que votre électoral traditionnel prenne peur, si vous deviez vous allier au niveau électoral avec le P.A.I. marxiste ?

A.W. : Absolument pas, au cours de ma tournée, j'étais partout avec le secrétaire du P.A.I.. Nous avons fait 91 meetings et pendant douze jours, je lui ai donné la parole. Les gens n'ont pas peur parce que nous leur disons que la situation est tellement grave qu'il faut que toutes les forces d'opposition de gauche puissent se mettre ensemble pour le redressement. Cela suppose que les gens aient conscience d'une situation que le gouvernement ne décrit jamais, et tout ce que les gens savent, même les chiffres, c'est moi qui les avance sous ma responsabilité : qu'il s'agisse de la dette extérieure, de la corruption, des sociétés en faillite, il n'y a pas de démenti. M. Abdou Diouf dans sa dernière tournée au Sine Saloum a fait distribuer 14 000 tonnes de riz, sinon personne

ne serait venu l'acclamer. C'est très bien ; mais dans dix ans, qu'est-ce qu'il va donner ? Des maisons ? Ce que j'aurais fait, c'est de m'adresser aux populations en leur disant que la situation est grave, ce que Diouf ne peut pas. Personne ne l'écouterait, bien plus, il y aurait abandon du P.S. par certains de ses militants. Au cours de cette tournée, A. Diouf n'a évoqué aucun problème politique, sauf la démocratie. Les gens lui disaient : nous voulons de l'eau des dispensaires, alors il donnait des réponses ponctuelles, style vous aurez une ambulance dans un mois, de l'électricité dans trois semaines, etc... Des promesses qu'il n'aurait pas pu tenir. Il faudrait plutôt demander aux Sénégalais leur adhésion à un redressement qui implique des sacrifices, et je suis persuadé qu'ils l'accepteraient.

S.F. : Quelle est la place des confréries musulmanes, qui sont les Tidjanes et les Mourides ?

A.W. : Ce sont les deux grandes confréries du Sénégal : je suis musulman, et Mouride de surcroît. Elles peuvent faire et défaire le gouvernement ; la puissance coloniale a été obligée de se fonder sur elles, et Senghor l'a continué. C'est le Calife Général des Mourides qui a été son appui essentiel : il a reçu un jour devant des milliers de Talebis disant : cet homme-là, je vous demande de le regarder en face, et depuis, personne n'a pu le déboulonner. Aujourd'hui, A. Diouf est dans cette même voie, il est Tidjane ainsi que son Premier ministre. Ainsi, le Calife Général des Tidjanes était présent aux Etats Généraux du P.S. Pendant sa tournée au Sine Saloum, il a rendu visite à trois marabouts qui ont fait venir leurs adeptes afin de montrer qu'ils sont une grande force avec laquelle il faut compter. Je pense que ce sont des données sociologiques réelles dans le pays, on ne peut les effacer d'un coup de crayon. Je suis le défenseur du parti islamique d'Ahmed Niassé, non pas en vertu de mes options religieuses, mais en accord avec mon esprit républicain : je ne vois pas pourquoi un marxiste aurait le droit de créer un parti avec l'idéologie du matérialisme historique, et qu'un musulman ne puisse pas bénéficier du même droit.

S.F. : A part Cheikh Anta Diop qui est musulman,

qu'avez-vous en commun avec Mahmoud Diop ou Mamadou Dia ? N'avez-vous pas peur, en tant que marxistes, qu'ils se servent de vous ?

A.W. : Je ne suis pas un enfant de cœur (rires). On nous l'a dit pour nous faire peur, Senghor aussi à maintes fois. Ce sont des Sénégalais, ils sont sincères dans le projet qu'ils proposent même si nous ne sommes pas d'accord sur leurs implications : d'accord pour le combat de l'égalité, contre la corruption, non à la dictature du prolétariat. Dans une première phase du combat, nous sommes ensemble ; ensuite, il y a le rapport de force. J'ai 700 000 militants, et aux élections de 1978, le P.A.I. (marxiste) avait 1000 inscrits, 3131 votants, aujourd'hui, il revendique 5000 militants, ce qui me fait penser qu'il ne peuvent ni m'enlever des militants, ni dévier notre parti de sa voie.

Un front national

S.F. : Comment préservez-vous l'intégrité de votre programme par rapport à ces alliances ?

A.W. : J'ai dit que dans une situation normale, nous n'aurions pas envisagé un front. Après les élections, nous voudrions que tous ces partis se rencontrent en un Front national, et à titre d'exemple, j'ai cité Mugabé. La crise du pays exige la conjonction de toutes les forces : dans ce cadre-là, il ne s'agit pas de faire valoir le programme du P.D.S. ; d'ailleurs, il n'y a pas beaucoup de différences entre le programme du P.D.S. et celui du R.N.D. qui est la formation la plus importante de l'opposition non reconnue.

S.F. : La Mauritanie est votre voisin ; M. Senghor n'a jamais voulu reconnaître le Polisario : quelle est votre position sur le fait sahraoui ?

A.W. : Le P.D.S. a été le deuxième parti en Afrique à recevoir le Polisario après le F.L.N. et a noué des relations avec lui. M. El Ouali qui est mort nous avait rendu visite, après étude, nous avons reconnu la République Arabe Sahraoui, ce qui n'est qu'une application d'un des principes de notre Parti, à savoir le soutien inconditionnel à tous les mouvements de libération.

S.F. : Seriez-vous pour la reconnaissance de toutes les organisations syndicales comme groupes de pressions pouvant vous porter la contradiction et enrichir la vir politique si vous arriviez au pouvoir ?

A.W. : Nous avons aidé à créer des syndicats quand il n'en existait qu'un ; d'accord pour le pluralisme syndical, j'ai toujours été pour la reconnaissance du mouvement étudiant

parce que, en ce moment, le gouvernement veut leur en imposer d'autres. Au secrétariat national du Parti, j'ai des étudiants, le plus jeune député du Parlement est P.D.S. Après les élections de 1978, nous avons quatre femmes députés sur 18, aussitôt le P.S. en a désigné 3 sur 82. Je crois à la pluralité, parce que le dialogue ne me gêne pas même s'il n'y a des inconvénients. A. Diouf m'avait fait part de ses craintes quant à la manipulation possible des « groupuscules », j'estime qu'il y a des risques qu'il faut prendre.

S.F. : Votre pays a une vieille tradition d'hospitalité : Cap-Verdiens, Guinéens, Maliens, y sont nés ou y vivent. M. Senghor a toujours résisté à toutes pressions, en cas de crise politique, accepteriez-vous de renvoyer ces populations à leurs gouvernements ?

A.W. : Dans le numéro zéro ou un du « Démocrate », nous écrivions que la terre sénégalaise est la terre de tous, y compris les étrangers s'ils respectent notre législation. Effectivement, Senghor a toujours refusé l'extradition ou la remise de ressortissants africains à leur gouvernement chaque fois que le problème s'est posé, j'ai donné mon accord, parce que l'on n'a pas le droit d'abandonner des hommes que leur régime réclame.

S.F. : Vous priez l'Unité Africaine, donnez-nous quelques indications sur votre comportement là-dessus ?

A.W. : Dans le Parti, il y a des non-Sénégalais, j'ai même dit un jour que j'imaginais la présence d'Africains non-Sénégalais au gouvernement, ne serait-ce que pour valeur de symbole, pour moi l'Afrique des 51 Etats est terminée. Après Sékou Touré et le P.D.G., nous sommes les seuls à avoir fait des propositions concrètes pour l'unité africaine à savoir, la confédération des Etats de l'Afrique de l'Ouest, ce qui évite une forte intégration hâtive et les problèmes posés par le centralisme et les micro-nationalismes ; quelque chose de souple qui avec l'évolution doit accroître ses compétences : un tel projet ne pourrait s'envisager avec un soubassement nationaliste exacerbé.

Place aux africains

S.F. : Votre analyse sur l'échec de la fédération du Mali ?

A.W. : C'est une excellente question ! En 1960, j'ai terminé mon doctorat et à l'époque, Senghor et Modibo Keita m'avaient écrit pour que j'y contribue. J'étais encore un des responsables de la F.E.A.N.F. Au moment de l'éclatement au mois d'août, j'étais un des rares Sénégalais à avoir maintenu



des relations avec Mobido Keita parce que j'y croyais et j'y crois encore. Je ne me suis jamais senti aussi fier, quand avec mon passeport de Malien, je me présentais à l'étranger, les gens respectaient cette fédération d'Etats, alors qu'aujourd'hui, j'appartiens au Sénégal, qui est un microcosme en comparaison.

Je voudrais ajouter qu'il y a encore chez nous des Maliens Bambara qui sont intégrés à nos populations. La difficulté était au niveau des personnes simplement parce que M. Senghor voulait être le numéro un. On ne peut faire une construction économique valable aujourd'hui dans le cadre d'un micro-espace. L'unité africaine suppose non seulement l'abandon d'une certaine souveraineté, mais aussi que tout le monde ne veuille pas être président de la République. Quant à moi, je serais prêt à abandonner les responsabilités éventuelles de chef d'Etat pour négocier un projet fédéral tout en continuant mon travail au Parti tant que mes concitoyens me conservent à la tête du P.D.S.

S.F. : Qu'est-ce qui vous a amené à la politique ?

A.W. : Je vous assure que si les gens nous faisaient de la bonne politique, je m'abstieudrais ! C'est parce que je suis révolté de voir que tout ce que l'on propose pour faire avancer l'Afrique n'est jamais appliqué. J'ai dit qu'au lieu de faire des plans par nous, le pire serait qu'on échoue comme les autres, mais vous ne perdrez pas des millions à payer des étrangers. J'ai fait des études concrètes au niveau du plan économique et social, j'ai travaillé comme expert pour la B.A.D., pour l'O.U.A., etc... Mais ces travaux adoptés à Addis Abeba en 1963 furent mis au tiroir. C'est pour cela que j'ai décidé de créer un parti pour faire passer mes idées.

Propos recueillis par H.D.K.L. et Blaise Ndjehoya

Parti Démocratique Sénégalais = P.S.D.

Parti Africain pour l'Indépendance = P.A.I.

Rassemblement National Démocratique = R.N.D.

Rectificatif :

S.F. dans l'édition du 25.04 au 01.05.81 écrivait : Il me répond le contraire et la cour Suprême lui a donné raison », il fallait lire « La Cour suprême m'a donné raison ».

BONNES FEUILLES :

Un nom de papier ou l'identité perdue d'un immigré



Céline Ackaouy

« Un nom de papier » ou « l'identité d'un immigré », ce livre vient à point nommé. Témoignage contre la bureaucratie, témoignage contre l'inhumanité, témoignage contre l'ignorance. Par ce livre, un homme parle. Mario, immigré de la « deuxième génération ». Certes, il n'a pas l'écriture assez développée pour nous faire ressentir ce qu'il a vécu, et ce qu'il a dans les tripes. Mais comme le dit A. Spire, qui préface l'ouvrage, Mario a vécu et Céline Ackaouy, l'auteur, a écrit : « Du début à la fin, on fait connaissance avec un homme qui a connu une « vie de violence », qui connaît le cycle « provocation-répression » qui alterne du bidonville à la prison en passant par l'expulsion. Au moment où 3 hommes refusent toute nourriture pour le droit de vivre en France, ce livre tombe à pic.

Écrire, pardon, transcrire cette vie de Mario, au moment où casser du sucre sur le dos des immigrés est une mode à laquelle ne rechigne pas une certaine gauche, c'est un acte de salubrité intellectuelle.

Un livre à lire. Nous vous présentons ici, les extraits de ce livre en « bonnes feuilles ». Il s'agit du chapitre où Mario raconte son expulsion et où il se retrouve rebelle. Finie la culpabilisation.

Au tribunal, j'éprouvais une grande reconnaissance envers mon avocat, il essaya de me défendre - cette bagarre au bal pouvait, elle, envoyer valser d'un seul coup toutes ces fiches de paie qui attestaient du fait que je m'étais rangé, ma situation avec Rosa, ce petit foyer qu'il décrivait... Je n'étais pas accablé, pour une fois, par le cynisme et l'indifférence du tribunal.

Je me suis pris à rêver de la vie que j'aurais pu faire en restant Alain Martin. Quand il aborda le sujet de l'expulsion, j'ai cru que j'allais me mettre à pleurer. Il trouvait les mots qui touchent, pas les mots communs ou politiques, mais les mots justes. Lorsqu'il parlait de nos souffrances, j'avais l'impression qu'il les éprouvait lui-même. Il les décrivait si bien, dans toutes les vérités. Mais le président du tribunal s'impatientait. « nous ne sommes pas là pour débattre de ce sujet, l'expulsion ne regarde pas la Justice, mais le ministère de l'Intérieur ». L'avocat voulait justement que la justice s'en préoccupe, l'article 775 du code était bafoué, les dossiers d'expulsion faisaient état de délits et de décisions qui n'auraient dû être connus que du seul juge pour enfants. La procédure détournée, la règle de la séparation des pouvoirs exécutifs et judiciaires ignorée, le problème humain posé ne regardaient-ils donc en aucune façon la justice ? Familles séparées, enfants marginalisés, délinquance assurée. Le juge haussait les épaules d'un air ennuyé.

A Fleury, j'ai travaillé à la blanchisserie, avec cette unique idée me tournant dans la tête

Le lendemain, à six heures, les flics se sont pointés. Nous avons fait les absents. « Ne faisons pas de bruit, ils ne vont quand même pas défoncer la porte ». Ils ont laissé une convocation. Nous sommes allés rejoindre les copains de la bande des chèques, nous avons repris des affaires avec eux un petit moment, avec quelques jo-

lis coups comme une bague de diamant, mais je trouvais les receleurs vraiment trop gourmands. Je me suis disputé avec mon frère, je ne sais plus pourquoi, et j'ai été vivre dans une cave, participant à quelques petits casses, appartements vides, sacs à la caisse des Prisunic. Un jour, un copain m'a montré un pétard, je l'ai saisi tout de suite, sans savoir pourquoi.

— Tu ne t'en sers pas, laisse-le moi.

Je le gardais tout le temps sur moi, ce fut le seul bonheur de ma vie de cave, je ne le sortais jamais, il restait dans ma poche. Une nuit, dans le R.E.R. un type de la bande s'est servi devant moi de son revolver pour braquer trois touristes allemands. Comme ils ne lui tenaient pas assez vite leur portefeuille, il a tiré, la balle est passée près de la tête d'un des types. A la station suivante, j'ai filé, courant plus vite que jamais, craignant moins les policiers que ce cinglé. J'ai quitté la bande, j'avais l'impression d'avoir assisté à un crime, j'imaginai le mec la tête fracassée. Un revolver ne doit pas être utilisé comme ça. Le mien, je te respectais comme un talisman, dont j'ignorais l'usage pratique pour honorer seulement sa puissance magique...

Je tombai dans une grande misère, ne sortant de mon trou que pour me faire offrir un verre. Je ne quittais pas Nanterre. Il y avait toujours un copain pour me dépanner, cinq francs, dix francs, un Ricard, une bière. Ainsi s'écoulaient les heures, de bar en bar, la vraie déchéance. Rosa m'avait écrit qu'elle était enceinte. Quelle idée absurde, je n'arrivais pas à vivre, fallait-il que je me survive ! Un soir d'ivresse et de mélancolie, au café « Lawrence », j'exhibai pour la première fois mon revolver en public. Je n'avais qu'une seule balle dans le barillet et j'ai joué à la roulette russe. J'avais trouvé dans mon esprit noyé dans l'alcool et la fumée, la vérité de mon re-

volver, ce qui me subjuguait inconsciemment jusque-là, la puissance d'être ou de ne pas être. Les copains, tout à leur beuverie rigolaient, je les vis pour la première fois avec cette étrange lucidité qu'accorde l'alcool, tels qu'ils étaient réellement, des êtres doubles, interchangeables, contingents. Moi, j'étais unique. J'appuyai sur la gâchette, lentement, en frissonnant. J'étais sur le seuil... L'explosion de milliers d'images bloqua mon doigt. Une effarante superposition de l'oncle Salah, Rosa, mon père, ma mère, de flics, instits, mono, juges, homo, maso, dockers des quais d'Oran, d'enfants de Mellila... Des paysages se dégageaient par surimpression... Aïn Roumi, le bidonville, Maghia Sahara, sens dessus-dessous. Se fondant tous ensemble, les visages se perdant l'un dans l'autre. Puis toutes les images disparaurent dans une confusion vertigineuse pour n'en laisser qu'une, fusion totale de toutes les visions précédentes. J'entendis le premier dé clic et le suivant. Le troisième son fut le clac des menottes. Le cabaretier avait alerté les flics qui n'étaient jamais loin du « Lawrence ».

J'ai dormi plusieurs jours à Fleury. Au procès, j'entendis cette déposition. « Avisant un individu dangereux, armé d'un revolver, avec lequel il avait tiré plusieurs fois ».

Je suis sorti une veille de fête, c'est sans doute la raison pour laquelle je n'ai pas été expulsé directement. J'avais encore une convocation pour la Préfecture, tel jour, telle heure. Mon frère accepta de nouveau de m'héberger. Un dimanche, Rosa est venue me voir avec le bébé, j'étais gêné, je n'avais rien à lui donner, pas de fric, pas de possibilité de trouver de boulot, sortant de prison sans papiers : aller à la Mairie, c'était l'expulsion immédiate. Je n'osais même pas y toucher, à cette petite chose toute rose. Je ne reconnaissais plus ma Ro-

sa d'antan, elle avait mûri en portant son fruit. Je ne savais pas comment elle l'avait appelé et je n'osais pas le lui demander de peur de me l'approprier. Un père comme moi, ce n'était pas un cadeau à lui faire. Je la raccompagnai. Sur le chemin, elle me dit simplement sans me regarder : « Prends ta fille dans tes bras ». Tout au long du trajet, je pris garde de ne pas trébucher, paniqué et attendri par ce minuscule fardeau qui me faisait ployer et marcher comme un équilibriste. Rosa avançait à côté de moi, parlant sans me regarder. A l'arrêt du bus, j'ai dit au revoir, mais j'ai compris qu'elle ne reviendrait plus.

Je retombai au fond de mon trou complètement déprimé, je suis resté des jours entier seul à imaginer des coups fantastiques pour m'en tirer. Je m'épuisais tellement à rêver qu'à la tombée de la nuit, la source était tarie. Dans ma sinistre cave, les nuits furent blanches. Je pâlais loin de la lumière et du soleil d'Algérie. Je serais peut-être mort dans la grisaille de ce lieu infect, alors que je savais d'autres cieus pleins de tendresse. Ma mère était à Aïn Roumi. La rejoindre... Dans le secret de ma cave je vivais comme une momie. C'est un bon copain qui est venu me délivrer. Il m'a pris chez lui à Belleville, faisant la bouffe rigolant ensemble. Au bout de quelques jours, j'étais rétabli, en bonne santé, mais n'osant pas sortir, j'avais la phobie des contrôles d'identité, n'étant pas en bonne et due forme. Un jour de septembre, il m'emmena dehors.

— Allez, il fait beau, ça te fera du bien ».

Il voulait faire le tour des copains qui lui devaient du fric. A Colombes, je ne me sentis pas tranquille. Dans le bistrot, chez Ahmed, où ils se retrouvaient habituellement, il n'y avait presque personne. Trois filles, qui faisaient l'école buissonnière, écoutaient des disques que je ne connaissais pas. J'en étais encore à Eddy, Johnny et Sylvie. Je buvais sans envie, inquiet, ma bière. Je les ai vus arriver, sortir du car, traverser la rue. « Je ne m'en sortirai pas ». « Mais si, tu as toujours eu du pot ».

J'avais le pressentiment qu'ils venaient pour moi. Les copains m'ont donné leurs cigarettes.

Pas la peine de nier ici, j'étais connu. Ils ont sorti un registre du placard.

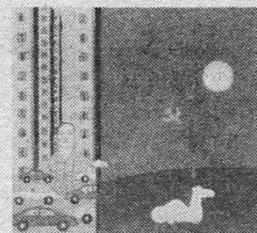
— Expulsé par arrêté... »

Pendant la nuit au commissariat, je pensais que tout irait

Le lendemain, j'ai été transféré à la cité dans une énorme salle sous le Palais. Par terre, une quarantaine de paillasses. Je suis resté là cinq jours. La salle se remplissait sans cesse, nous étions tous destinés à l'expulsion. Deux clans s'étaient formés, les Nord-Africains et les Noirs-Africains, nous nous bagarriions entre nous, mais nous faisons face au clan ad-

Un nom de papier

L'identité perdue
d'un immigré



ou
l'histoire de Mahiou Roumi
racontée par

Céline Ackaouy

Préface
d'Antoine Spire

Membre pour demain
Clancier Guénaud

verse. Nous devenions de plus en plus agressifs chaque jour, vivant dans l'incertitude dans cette prison pas ordinaire. Personne ne venait nous voir, personne n'était au courant de notre lieu d'incarcération. Cette mise au secret nous exaspérait, les conditions de captivité faisaient de nous des bêtes sauvages. Nous nous jetions sur la nourriture. Dès qu'un bruit était perçu dans le couloir, nous courions tous à la porte comme un troupeau de buffles.

Mon voisin ne dormait pas non plus, il avait quarante ans et me parlait de sa vie. Avant de passer devant la Cour de Sécurité de l'Etat, j'ai déjà été enfermé ici avec d'autres membres du « F.L.N. ».

Si ça se trouve, sur ma paillasse, un grand type de la révolution, Ben Bella peut-être, s'est couché. Cette pensée me reconforta. En écoutant cet Algérien me parler des rebelles, du hold-up de Marniah, je pensais que j'étais passé par les mêmes lieux, en France aussi, Vincennes, Fresnes et maintenant cette salle secrète du Palais de Justice. J'eus l'impression de me révéler à moi-même. Moi aussi, j'étais un rebelle, j'étais né trop tard pour avoir eu à combattre pour leur idéal, toute ma vie j'avais refusé d'être le beni-oui-oui qui sourit et baisse la tête, qui se crève pour que les autres vivent dans l'abondance et le confort. La prospérité de la France, oui, si j'en profite, si je peux gaspiller aussi comme les autres. Étranger, il faut toujours piocher la terre, pauvre et digne. Je n'avais jamais eu droit à rien, ni à une famille, ni à une patrie, me cognant la tête contre les murs de l'hypocrisie, des faux-semblants d'ordre et de justice. Toute ma vie à combattre seul, sans avoir jamais connu la sécurité et la liberté. Dans cette détresse, ma seule logique ne pouvait être que celle du refus. Oui, moi aussi, j'étais un rebelle. Cette nouvelle conscience de moi-même m'éclaira d'un grand espoir. Pour la première fois, je me sentis en paix avec moi.

Deux flics en civil étaient chargés de me conduire à Marseille.

Multi racial Jazz

« Comment vas-tu ? Si tu mens ... je cogne ! »

Miles Davis

Miles Davis, après un concert qu'il donne à Antibes, se dirigea vers Maurice Cullaz et lui dit : Comment ai-je joué ? Cela, soutenu d'un regard féroce. Maurice

Maurice Cullaz : *Mon vieux, quand tu as joué « Stella by Starlight », ma femme et moi, on s'est pris par la main, et on avait les larmes aux yeux.*

Miles Davis : *Des vraies larmes ?*

Maurice Cullaz : *Des vraies larmes salées, amères.*

Miles Davis : *Ah, Ok !*

Maurice Cullaz est l'auteur d'un guide des disques de Jazz « *Buchet/Chastel* avec sa femme Yvonne Cullaz. Ils ont traduit en étroite collaboration, l'autobiographie de la grande chanteuse Billie Holiday en 4 éditions successives chez Plon, club du meilleur livre, et chez Solar Rombaldi, une cinquième édition est en préparation.

Maurice et Yvonne ont aussi traduit en français l'ouvrage du critique américain John J. Wilson « *Place au Jazz Moderne* » pour une maison d'édition qui diffuse largement dans les pays francophones.

Ils ont traduit l'admirable étude sur le Rythm and Blues d'une noire américaine Phyl Garland, attachée de l'état Major du magazine Ebony (èbène). Ils ont aussi traduit pour Buchet/Chastel « *The sound of Soul* », l'éditeur a exigé comme titre « *les dieux du Soul* » ce qui a paru d'une étonnante absurdité à Maurice et Yvonne Cullaz.

Ils ont encore traduit en français l'autobiographie de Sidney Bechet (paru aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, sous le titre « *Treat it Gentle* » et publié en France sous le titre « *la musique c'est ma vie* » aux éditions de la Table Ronde. Notons encore parmi les livres traduits par Maurice et Yvonne Cullaz, deux remarquables recueils de nouvelles du grand américain noir Chester Himes, « *Black on Black* ».

Enfin viennent de paraître chez Albin Michel, traduits par Maurice et Yvonne Cullaz, les



deux tomes de l'« *aventure du jazz* » qui est jusqu'à présent le meilleur ouvrage, le plus complet sur la musique négro-américaine par un très grand musicologue et musicien James Lincoln Collier « *The Making of Jazz* ».

Le sous-titre est abérant, et la très belle photo du quartet comprenant Clifford Brown, Benny Bennett, Henry Renaud, Pierre Michelot, qui avait enregistré à Paris (Vogue) comporte une légende déplacée puisqu'il y est indiqué Max Brownie devant le Birdland entre Marcel Zanini et un certain amateur du coin, à part cela, c'est un très grand bouquin. Le seul que l'on puisse lire actuellement, une mine d'or.

Ils exposent sans intermédiaire leur propre doctrine, de ce point de vue. Et il est fort important et joue un peu le rôle de nègre littéraire, dans l'évolution qui conduit à son oeuvre d'art. Le livre « *L'Aventure du Jazz* » comporte deux aspects : l'un négatif, qui nous transporte dans l'histoire et nous enferme dans une bibliothèque internationale un peu endormie ; comme la musique était statique en oubliant que le transport maritime amenait les esclaves du Sud au Nord, ce qui permettait l'échange oral de la musique, donc la même évolution dans les deux régions et à cette époque, il n'y avait aucun écrit ni aucune gravure de la musique ; l'autre positif, en effet, d'abord il s'efforce de démontrer l'impossibilité et l'inutilité de toutes les tendances des critiques qui cherchent à nous démontrer que le Jazz vient du blues (note bleue) et ainsi toutes les écoles théoriques qui nomment les musiciens des dieux.

Cette critique s'applique aussi bien aux musiciens professionnels, comme par exemple Archie Shepp qui représente d'ailleurs cette fondation en France, théorique et nominative : ex : c'est Cecyl Taylor qui nous a amené en France Archie Shepp, et c'est Billie Holiday qui nous a amené Mal Waldron. De là, on peut conclure sur la différence qu'il peut exister entre leurs musiques.

La preuve de l'inutilité est largement fournie par le fait que toutes ces musiques, malgré la diversité de leur fondement, s'accordent dans leur précepte pratiques en qualité de bonne musique de Jazz.

Enfin, la musique théorique de Jazz repose sur deux postulats erronés, d'abord les premiers musiciens de Jazz, New Yorkais sont bien des fils de bourgeois qui nous proposaient une musique académiquement faite à partir des disques de blues (notes bleues) enre-

gistrés à la Nlle Orléans, alors que le ragtime était très difficile à recopier à partir des disques comme de nos jours, la musique Africaine.

Au cours d'une émission à la radio « *Black and Blue* » de Lucien Malson avec ce soir-là, Gerber, Cullaz et Christian Bellest, ce dernier, musicien cultivé à l'écoute des mêmes plages du disque du Burundi, a exactement les mêmes réactions et dit : voilà un truc qui n'est basé sur aucun principe, aucun postulat, aucun axiome à priori cela coule de source. On ne peut ni le noter musicalement, ni vraiment l'analyser, et encore moins l'imiter et la reproduire. Il faudrait être transformé, magiquement en berger du Burundi, ou une charmante créature du même peuple, ou alors aller vivre avec les gens pendant vingt ans. A ces conditions, il me semble que l'on pourrait faire quelque chose (toi qui me lis, tu ne crois pas ?).

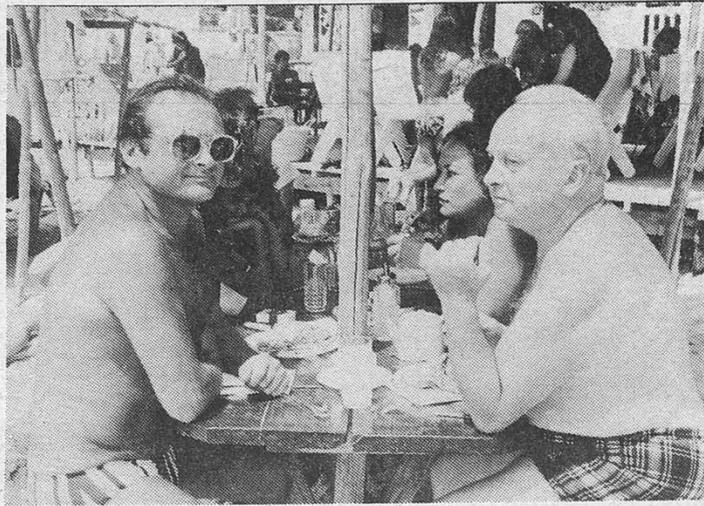
D'autre part, on retrouve ce raisonnement chez certains critiques et musiciens professionnels de Jazz. Comme si le blues était en tout harmonieux alors qu'en réalité, il recèle des traditions africaines amalgames des préceptes venant de la source Ragtime, qui est déjà différente de la musique africaine.

La place d'honneur est réservée à tout être vraiment malheureux dans « *Sans Frontière* », reste la tombe qui revient à Maurice et Yvonne Cullaz, aux plus malheureux de nous tous.

Ma voix résonne dans le monde, vous qui vous appelez marginaux, ou musiciens, écrivains, poètes, ainsi que vous, mes frères des pays déshérités du jazz.

Tout homme est capable d'accepter un changement radical de cette aliénation qui pèse dans le domaine de la musique (et l'art en général). Car nous n'avons pas l'intention de régler cette question entre nous musiciens professionnels, d'examiner objectivement les variations de cette nature, suivant le type de civilisation.

Ici, dans un coin du monde, nous avons trouvé des traduc-



teurs poètes Maurice et Yvonne Cullaz, où tout doit être réglé devant le monde entier. Il est vrai, il y a un futur, il est vrai, il y a un avenir, mais le présent permet à l'homme de vivre, tel est le cas de Maurice et Yvonne Cullaz. Ils ont choisi tous deux une profession rare, Maurice : Musicien trompettiste, cornettiste, bugliste, et Yvonne chanteuse de Jazz, à présent, critiques, un métier où l'on ne fait pas flatter par n'importe qui.

Leur vie, initiatrice de la musique, se joue sans eux, devant eux, malgré eux. Bien qu'il ne soit pas consommateur direct, ce n'est pas un manager privé, car il consomme la musique à l'oreille : ayant une discothèque impressionnante de Jazz, j'irai même jusqu'à vous dévoiler des pièces rares, tels que des disques de concert de Miles Davis et John Coltrane, Albert Ayler, etc... Bien sûr ces enregistrements sont in trouvables dans tous les magasins du monde sauf chez les collectionneurs de jazz. Il y a une autre discothèque que je vous conseille : le Birdland, qui fait partie de ces collectionneurs.

Aujourd'hui, face à une réalité, Maurice Cullaz, Président de l'académie du Jazz, producteur à France Culture « *musique* » et producteur délégué des concerts de France Culture « *musique* » (Libre Parcours) organise une ou deux fois par mois des concerts au Petit Forum des Halles, le lundi, devant une trentaine de personnes. Lui, Maurice Cullaz, souriant, enthousiaste, on le retrouve le soir, nous musiciens, devant cette défaite, tant commerciale que déception émotionnelle, de jouer devant une salle presque vide, froide.

Plus tard, on le retrouve dans la nuit, dans des clubs de Jazz, dans une nuit de Walpurgis comme dirait Céline, encore avec des musiciens, en train de les étonner avec ses histoires sur la vie des musiciens de jazz dans les loges. Le courage nous revient, on se tord de rire, nous, à la recherche de tout et de rien, nous rentrons au petit matin bleu sur une note bleue, ivres de la fête, n'arrivant pas à nous séparer. Ce même Maurice Cullaz, vous l'entendez dans la journée, annoncer des concerts de jazz à la radio, en décrivant les musiciens comme s'ils étaient là. Comme vous le voyez, Maurice Cullaz est le seul en France à pouvoir s'intéresser à une étude aussi sérieuse de musicologie de la naissance d'une musique africaine, née à la Nouvelle Orléans, jusqu'à la musique contemporaine. Les universités, le gouvernement savent ces possibilités sauf les commerçants.

Par contre, l'art musical véhiculé par le commerce Français est plus particulièrement sensible à la littérature du texte avant la Musique. C'est ainsi que l'on trouve des Claude Nougaro « *Jazz* » et des Léo Ferré « *Musique contemporaine* ». Vedettes des hebdomadaires « *Elle* », et des journaux de gauche qui les consomment en tant qu'animateurs politiques comme Bernard Lavilliers et Jacques Higelin « *Rock* ».

Maurice Cullaz, dans sa promotion de variété, lutte corps et âme, libre parcours variété cherche à amener cette musique de consommation vers le Jazz.

Michel Alimeck
Ethno musicologue

SANS FRONTIERE

VIT GRÂCE
A VOS
ABONNEMENTS

ABONNEZ VOUS
ABONNEZ VOS AMIS

Père de Pierre Cullaz, guitariste, professeur de guitare, notamment au CIM, auteur d'une méthode de guitare (qui fait autorité) et de différents articles sur l'instrument, très prisés dans les studios d'enregistrement. 45 ans. Père de Catherine Cullaz, très hautes études musicales (piano classique) : Lucette Descave voulait qu'elle devienne concertiste, longues études de danse classique. A la direction littéraire des éditions Flammarion. 41 ans. Père d'Alby (Albert Cullaz, contrebassiste qui a joué notamment avec Bud Powell, Doctor Gordon, Johnny Griffin, Art Taylor, Sam Rivers, Kenny

Clark, Mal Waldron, Walter Davis Junior, Teddy Edward, Kenny Drew, Longinen Parsons, Souleiman Hakim, Hal Singer et tous les meilleurs musiciens français. 39 ans, un enfant, Yannis, 6 ans.

Père de Lucile Cullaz, qui fut mariée à Yvan Jullien, compositeur, arrangeur, chef d'orchestre trompettiste et qui est l'épouse de Charles (Schalom) Bernaroch, drummer et percussionniste d'origine marocaine. Lucile a 30 ans et est mère d'une fille de 13 ans, Eve, qui étudie la musique et la danse, et joue du jazz guitare basse et piano.



Raf Vallone :

Objet au cinéma, sujet au théâtre

Sans Frontière : Vu de pont, est-ce votre contribution à l'immigration italienne aux USA, parce que vous vous sentez concerné ou bien est-ce simplement l'amour du théâtre qui fonctionne ?

Raf Vallone : Non, le problème des immigrés n'est pas une chose déterminante dans cette pièce. C'est évidemment une situation objective des émigrants qui arrivent dans un pays étranger, et il y a donc le problème de concilier, d'harmoniser la culture traditionnelle : les traditions et la mentalité féodale de la Sicile, avec cette société qui est quand même dans une avant-garde technologique et sociale. Donc, le problème n'est pas posé d'une façon déclarée, mais de façon implicite, ce qui, pour moi, est plus important encore. C'est à dire qu'il ne s'agit pas de démontrer certains problèmes, il faut les faire vivre.

Dans ce contraste entre ce background si avancé et cette mentalité un peu archaïque, il se passe un conflit existentiel très profond et très important pour moi.

SF : Une chose de frappante dans cette pièce, c'est la dualité des civilisations en présence : le père très sicilien de mentalité, qui ne veut pas voir sa fille partir et lui désobéir (comme en Afrique, la fille obéit à son père).

RV : Ici, en fait, c'est l'oncle, mais la mentalité est la même, très stricte, très possessive ; et cela ressort très bien dans la pièce.

SF : Quel démon vous a ramené sur les planches de nouveau et ce après une longue éclipse ?

RV : Je suis revenu pour prendre un bain de santé, santé psychologique et santé morale. Je suis revenu au théâtre parce que je me suis senti très frustré et très compressé dans le milieu du cinéma. Donc dans le théâtre, je voulais avoir des responsabilités plus importantes, je voulais être le maître d'œuvre de cette pièce, et surtout pouvoir faire le théâtre comme metteur en scène et acteur, c'est me réaliser d'une façon totale ; alors que dans le cinéma, comme acteur, je ne me réalise que de façon partielle. En plus, pour moi, le théâtre comporte une des plus grandes exigences humaines la communication : cet échange réciproque avec le public, on ne le trouve pas dans le film, la télé, ou la radio.

SF : Vous pensez qu'à un moment donné, le cinéma n'apporte ce qu'il doit apporter aux acteurs sur le plan humain ? Il y a un vide.

RV : Au théâtre, l'acteur est maître d'une chose que je con-

Mardi soir au Théâtre de Paris, « Vu du pont ». Avec une copine, Bango, nous étions les seuls gens de couleurs, c'est toujours chiant, pour une pièce sur l'immigration -qui n'a pas de couleurs, si ce n'est au plus clair, basanée. A l'entracte, mondanités « A Saint-Trop, l'été dernier, j'ai vu une fille qui avait les cheveux jusqu'ici ». « Il a neigé sur yesterday à Courchevel », etc ...

Jeudi soir, dans la loge de Raf Vallone, sans fard, avant la scène. Ce qui nous a frappé, Alex et moi, c'est sa simplicité. Les temps changent, les gens aussi. Les gloires du cinéma reviennent au théâtre avec une modeste humilité et le public qui vient les voir est encore plus star que les stars. Bref, le public se vedettarise (mattez les premiers rangs) et les vedettes se ... « popularise » ... !!!

sidère comme la plus magique et mystérieuse de la vie. C'est le rythme. Tandis que dans un film, le rythme est assuré par une opération à posteriori qui est le montage du film. Au théâtre, vous êtes maître du rythme, surtout si vous êtes metteur en scène. Je considère toujours une pièce comme une partition musicale, parce qu'il y a ce rythme. C'est pour cela que j'ai essayé d'éliminer le temps qu'on perd à paner de l'extérieur à l'intérieur des décors en les gardant identiques mais en faisant jouer les jeux de lumière, ce qui assure le rythme de la pièce. Vous savez l'exigence du rythme s'est accrue de nos jours : la vélocité de l'esprit humain s'est allourdie à cause de la télévision. Donc, il faut être cohérent, en son temps et assurer un rythme cohérent dans une pièce. C'est l'unique opération d'avant-garde qu'on peut faire au théâtre, en dehors du contenu de la pièce.

SF : Quand vous faites du théâtre, il y a toute une image de star qui disparaît ; parce qu'avant tout, à un certain niveau, on est un homme ?

RV : Oui. Je ne suis pas une star, je suis un homme qui interprète un autre homme.

SF : Quand vous jouez un personnage dans une pièce, vous sentez que cela vous touche plus que dans le cadre d'un film ?

RV : Ah, beaucoup plus au théâtre, car c'est plus humain, plus direct, plus vivant et vrai. Les vagues, nous sommes des centrales électriques, nous émettons des vagues, des courants qui ont la possibilité d'arriver intacts et purs. Sans le diaphragme de l'image.

SF : Vous avez accepté de monter cette pièce, vous l'avez déjà jouée, ce rôle au cinéma, et parce que vous êtes italien ?

RV : Non. J'ai eu besoin de récupérer un peu de vérité, on ne se lasse jamais de la vérité. C'est une pièce authentique, vraie à 100 %, écrite par un homme d'une grande intégrité artistique et morale : il a vécu 5 ans parmi les dockers sans qu'ils sachent qu'il était écrivain et il a écrit cette pièce à Brooklyn en travaillant avec les dockers. C'est un aspect formidable d'Arthur Miller. J'ai senti que cette pièce était

un classique, c'est à dire une oeuvre qui ne perd pas de sa valeur et de sa véracité dans le temps. Parce que la lutte de l'homme contre son destin, ses passions quelles que soient les formes, sont des thèmes éternels.

En plus, il y a là une morale importante dans cette pièce. J'ai voulu le suicide d'Eddie Carbone à la fin parce qu'il avait violé un Code d'Honneur auquel il était lié. En voulant son suicide, ça prouve la force de la loi qu'il a violée et c'est cette loi qui nous définit en temps qu'homme. En se suicidant, il comprend sa transgression. Alors, il se fait justice.

SF : Vous avez connu Miller ?

RV : Oui, beaucoup. Sa femme était là l'autre soir, elle a été enchantée. J'ai beaucoup discuté, chez lui, de cette pièce. Il veut que je la monte à Brooklyn.

SF : Vous choisissez souvent vos rôles au cinéma.

RV : J'essaie de choisir. Au cinéma, on vous choisit, on est un objet, au théâtre, vous choisissez, on est sujet.

SF : Vous avez déjà fait du théâtre avant ?

RV : Oui, j'ai commencé par le théâtre. Ce que j'aime dans le théâtre, c'est l'exploration, on cherche à pénétrer toujours plus loin dans son ieu. Je rapporte sur la scène. Dans la fin de Miller, Eddie Carbone était

tué, et je trouvais que cela manquait de grandeur. Pour moi, la prise de conscience du héros était très importante. Alors, j'ai suggéré la fin comme un témoignage vis à vis de la loi qu'il avait brisée qu'il se suicide parce qu'il avait vraiment compris l'énormité de sa faute. Et Miller a fait plus qu'approuver cette fin : quand il a vendu les droits de sa pièce pour le film, c'est cette fin qui a été prise.

Propos recueillis par
H.D. Kala Lobé

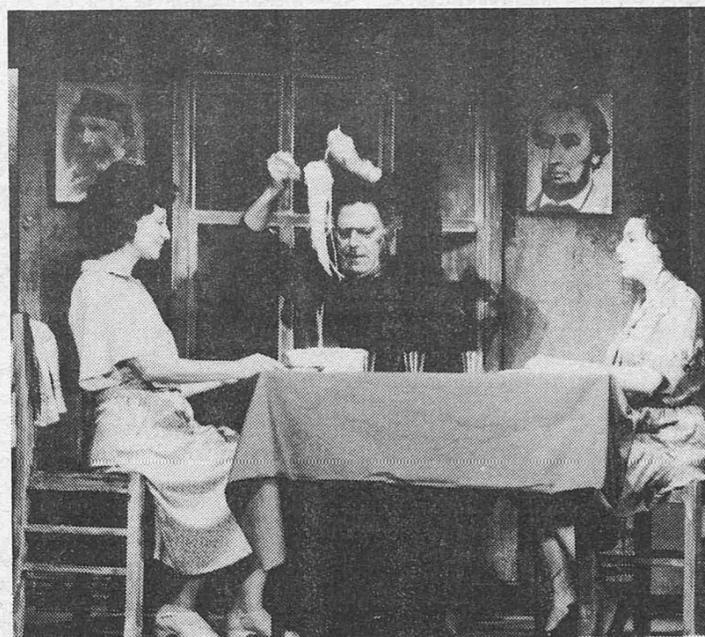


Photo : « Vu du pont ». De gauche à droite :
Françoise CHRISTOPHE, Raf VALLONE, Flore BERNARD.

VU DU PONT :

Un point de vue certain

« Vu du pont », c'est l'irréversible déchéance d'un docker sicilien de Brooklyn, Eddie Carbone (Raf Vallone) homme noble honnête et intègre, respecté dans son quartier. Cette pièce en deux actes d'Arthur Miller, tout en obéissant aux règles des tragédies grecques antiques chères à Eschylle et autres Sophocle, dévoile crûment les implacables cercles de l'Enfer qui oppressent le pathos d'un homme : sur background social d'immigration, le fatal amour incestueux d'un oncle pour sa nièce. Jamais la règle de l'Unité de lieu - un coin de Brooklyn - ne cerne aussi précisément la règle du no man's land du ghetto de l'immigration. Jamais la règle de l'unité des personnages n'est aussi réellement stigmatisée par cette communauté d'immigrés unie et soudée, dont la cohésion va être ébranlée. Comme dans les tragédies grecques, le rôle de l'avocat Alfieri (Pier-

re Nègre) est semblable à celui qui y pousse le choryphée (sorte d'augure-oracle) : il personnifie le Destin (l'avocat n'est-il pas l'homme de la loi ? La loi n'est-elle pas d'abord au-dessus de l'homme, d'essence quasi-divine ?). Jamais la Fatalité, qui vient de l'extérieur, ici, sous les traits de deux sous-marins (immigrés clandestins) n'est aussi cyniquement fatale.

Avant cette arrivée, la famille Carbonne, Eddie Carbone, sa femme Béatrice (Françoise Christophe) base de la famille trait-d'union entre la traditionnelle et sacro-sainte autorité du chef de famille et les aspirations nouvelles et fougueuses de leur jeune nièce Catherine (Flore Bernard), jeune, belle et 1^{ère} de sa classe, que les Carbonne ont élevée comme leur fille. Bref, une famille unie et exemplaire. Puis, voilà qu'arrivent nos sous-marins, cousins et Béatrice,

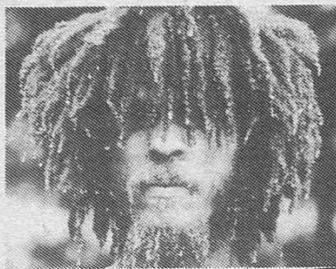
Marco (Jean-Marie Richier) qui a laissé femme et enfants, pour venir travailler et son petit frère Rudolpho (Geoffroy Thiebaut) jeune, beau et original). D'une situation presque idyllique, la pièce vire lentement et les efforts de Béatrice dont l'intuition on ne peut plus féminine la prévient d'un danger grave pour l'équilibre de son homme, de sa famille, de son milieu. Et c'est là que la pièce devient tragique : au moment où il y a rupture et déséquilibre du vécu quotidien.

Inéxorablement et fatalement : rien ne pourra plus être comme avant. Il y a des scènes très dures dans cette pièce, une évolution dramatique, d'une intensité émouvante. Les acteurs ont une vérité de ton, c'est tellement réel qu'on s'y croirait sans vouloir y être. A voir ...

H.D.K.I.

KINGSTON :

Jam Down, « Reggae pur sang »



Jamaïque ... Kingston ... Reggae ... Rasta man ! ... Des mots, des images sur lesquels je flasche. A chaque concert de reggae, Bob Marley, Burning Spear, Aswad culture ... J'y cours à puissance grand V, ce fut le cas pour vendredi 25 avril pour aller entendre du reggae arabe (original, n'est-ce pas !) à la salle Martin Luther King, une soirée sympa organisée par les Mrapistes du 14^e arrondissement.

ment, où j'ai rencontré un des responsables nationaux Garcia, avec qui j'ai eu des échanges de mots hyper agréables, de toutes façon on doit bouffer ensemble. Le groupe **Malik** s'est mis sur l'orbite de Kingston, on aura l'occasion de revenir sur eux.

Un nouveau film vient de sortir sur la Jamaïque, mais totalement différent des autres films exotico musicaux : **Jam Down**, qui en argot jamaïcain veut dire quelque chose comme « **Jamaïque en crise** ». Ce film tourné sur place en 1980 avait comme ambition de refléter le climat de tension et d'hostilité qui règne actuellement là-bas. Malheureusement, on n'y apprend rien de ce qu'est la Jamaïque et encore moins de ce qu'est le reggae, malgré cela, le

film est très beau, des super-travellings des rues bariolées de Kingston et des images flamboyantes de paysages exotiques de la Jamaïque avec des contrastes sur la misère locale. Il faut voir ce film pour vous laisser emporter voluptueusement problèmes et adonne-toi au démon de la danse et toi le zombi new wave, individualisé, traînant tes guêtres dans le forum des futurs incertains, et qui écoute la musique que filtre ton walkman, quitte-le, ainsi que ton univers feutré et vas voir ce film pour écouter les mélodies sœurs de Toots et des Maytals. Toots est un chanteur et un rythmicien merveilleux, il a une personnalité légendaire, chaque développement de la musique jamaïcaine, depuis le ska, il y a 20 ans, jusqu'au reg-

gae contemporain fut marqué par son talent, il est même dit on, l'inventeur du terme « reggae ». La musique de Toots est influencé par Otis Redding et les vieux blues du Mississippi et les rythmes afro-cubains, il faut l'entendre avec les Maytals improviser des mélodies fantastiques, on se laisse emporter par le son éclatant des guitares, on pense au calypso mais en plus pressant, plus emballé, c'est hyper-sautillant.

On voit Toots dans ce film décontracté, nonchalant, installé à l'arrière d'une voiture, avec une simple guitare, nous faire J'en arrête là et je vous convie à aller sautiller sur les fauteuils de votre ciné en oubliant le contenu tiers-mondiste à la sauce sentimental-paternaliste de ce film. Pour les gens qui veulent une merveilleuse démonstration sur le reggae, le ska... lent en savoir plus sur la Jamaïque, l'origine du reggae, du rastafarisme et de la philosophie de Marcus Garvey, je vous conseille de lire un livre qui vient de paraître chez Albin Michel « **Reggae pur sang** » de

Stephan Davis. Vous y apprendrez que la confrérie de Rastafari n'est pas seulement une secte millénaire qui attend son retour en Afrique, c'est aussi l'alternative d'une nouvelle nationalité spirituelle qui apporte à des milliers de jeunes Jamaïcains laissés à l'abandon entre les années d'école et un cycle sans fin de chômage, une identité culturelle. On y apprend que la plupart des musiciens sont rasta, bien qu'ils ne portent pas tous la coiffure gorgonienne, que la plupart des meilleurs peintres et acteurs de l'île sont aussi impliqués dans le mouvement rasta. Il est bien entendu qu'en lisant cela, branchez-vous sur la musique reggae et pourquoi pas sur le premier 33 tours d'**Apartheid Not**, un groupe d'Africains qui font de l'**Afro Reggae**, leur musique est une symbiose des rythmes envoûtants du reggae et de pulsations millénaires de l'Afrique mais on reviendra sur ce groupe de la région nantaise...

Mohamed Nemmiche.

MAROC

A la découverte des rythmes rifains.

Al Hoccima, ville connue par ses petites plages où les touristes viennent bronzer idiots. Un groupe musical musical est né : **Touattoum**. Ça vous dit quelque chose ? Ce sont des oubliés du Rif, qui a un de ses fils parti à la quête du pain dans les « pays d'abondance » fuyant les misères, les famines qui ont fait de cette partie du Maroc une terre maudite. **Touattoum** : une voix qui par-delà les murs du silence, se fraye son chemin pour embrasser les laissés-pour compte, les exilés,

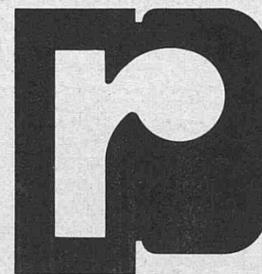
les oubliés. Sans moyens matériels suffisants, sans soutien, ils étaient cinq au début. Deux d'entre eux ont déjà pris la route de l'exil à la recherche du travail. Les autres - un ouvrier à temps partiel, un chômeur et un étudiant, continuent leur oeuvre créative dans les limites de leurs possibilités. Conscients des barrières qui se dressent sur leur chemin, ils essaient de s'élever aux vœux et aspirations de leur public constitué en grande partie par les ouvriers de Saladero, les gens de

campagnes et les immigrés. Dans leurs chants percent la solitude, la misère, l'exil, l'amour des montagnes brunes, le retour aux sources. Ce qui confère du charme à leurs chansons, ce sont les rythmes rifains qui renvoient à toute une histoire faite d'exil collectif, de frustrations et de misères mémorielles.

Nous ne pouvons qu'encourager ce groupe et lui espérer bonne route.

A.L. Hoccima

(Publicité)



paco rabanne

7 rue du Cherche-Midi - PARIS 75006 (Femmes)
30 boulevard des Italiens PARIS 75009 - (Hommes)



agenda

PARIS

VENDREDI 1 MAI

Au **Lucenaire Forum**, du jazz avec le **groupe Malo Vallois**

Si par contre, vous êtes branchés sur 2000 volts au **Rock and Coca**, vous pouvez vous éclater sur « **Banlieue Est** » au Golf Drouot, ou au **Gibus Club** avec **Orange dixister**, un groupe export de Londres.

Au **Dunois**, 28 rue Dunois (13e) m° Nationale) 584 72 00

« 2 jours pour l'A.R.F.I. » avec Alain Rellay Solo (sax), Duo Jean Merve (tp) et Alain Givert, duo Louis Slaviv et Bernard Lubat.

SAMEDI 2 MAI

Au **Théâtre Noir**, 20 rue des Cendriers dans le vingtième arrondissement, je vous convie à une heure de « **Jolies Folies** », du show rock. Douap-claquettes, avec **Christian et Roger**, si vous les ratez ce jour, ce n'est pas trop grave, ils seront là jusqu'au 10 mai.

Au **Dunois**, Alain Gibert solo (b. et chants patois). Duo Alain Rellay (sax) patrick Vollat (piano). Duo Louis Slaviv-Bernard Lubat.

Au 17 rue du Havre, **Foyer Grenelle**, soirée musique, théâtre avec le groupe **El Jamahir** et la **troupe Ibn Khaldoun** qui interprétera la pièce **Mohamed Travolta** qui vous aidera à mieux comprendre ce qui se passe à Lyon et ailleurs.

Samedi à 19 heures, la jeunesse yougoslave résidant à Paris aura une occasion exceptionnelle d'entendre la musique de **Zarko Jovanovic** qui sera accompagné de ses fils, **Salle du Centre**.

Eddie Palmerie (la salsa, ça pique bien) à l'**Olympia** à 20 heures.

David Ware sera à **Jazz Unité** avec Gene Ashton piano, Brian Smith basse, Beaver Harris batterie. La musique du quartet est profondément imprégnée, débordée d'un feeling vigoureux et spectaculaire...

« **Bon peuple portugais** » de Rui Simoes. Ce film essaye de retracer l'histoire du Portugal depuis le 25 avril 1974 jusqu'au 25 novembre 1975, telle qu'elle a été ressentie par l'équipe qui tout au long de ce processus était à la fois spectateur, acteur, meneur, mais surtout était totalement engagé dans le processus révolutionnaire en cours. Cinéma St-Séverin.

Au **centre Chaillot**, 28 avenue Georges V, **Expo : Peintures récentes de R.A. Herivelo**.

DIMANCHE 3 MAI

Au **Dunois**, à partir de 18h, du reggae avec **Gunsmoke**.

MARDI 5 MAI

A l'**Espace Marais** à 20h30, vous pourrez assister au spectacle de **Barbara Pearsa** « **Pat-chwork** », avec 4 danseurs et 4 musiciens, dont **Rachid Belkacem** et **Houari Talbi**.

MERCREDI 6 MAI

Au **Dunois** : **Begummernis** : Big Band (30 Musiciens) de **Pierre Sauvageot** et **Luc le Masne**.

Centre culturel d'Egypte : 11 boulevard St-Michel. Expo : **peintures relief de Nadia Kerdamy de Clausade**.

VENDREDI 8 MAI

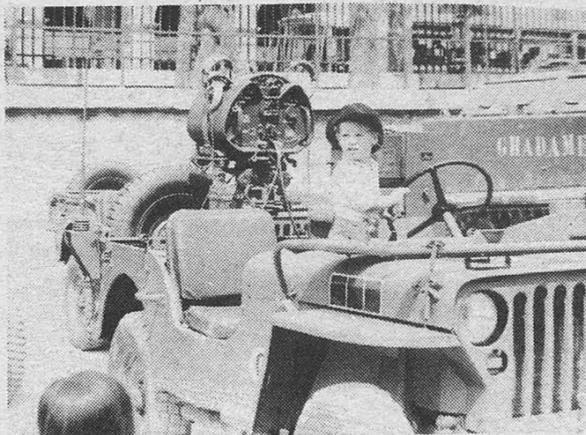
Projecteur du film « **Scutozar Marcovic** » de **Edward Gulic**. **Suctozar Markovic**, un homme qui eut une influence capitale sur les événements politiques et économiques de son temps. **Salle du musée des arts décoratifs**, 109 rue de Rivoli, 75001 Paris, entrée libre.

BANLIEUE

ISSY

LES MOULINEAUX

Le 15 mai à 21 heures au **théâtre municipal d'Issy** (métro Mairie d'Issy), **Azikmen**, afro-reggae.



ARGENTEUIL

Khamsa présente du 4 au 16 mai les **99 miniatures d'El Wassiti** au **Centre communal**.

COURBEVOIE

A la **Maison pour tous**, le 2 mai à 21 h, concert **funky-afro-jazz, Deka, west-african new wave** ... le 9 mai au même endroit à 21 h, ballets avec **Mikael Kerjean** vous interprétera « **Bretagne légendaire** », ensemble de danses de caractères, une troupe de danse de 16 danseurs.

NANTERRE

Bovik à 21 heures à la **fac**, c'est super rythmé et c'est pas cher le 6 mai. Le vendredi 8 mai après la projection (21 heures) du « **Troupeau** », débat avec le réalisateur à la **M.C.**, 7 rue **Pablo Picasso**, Tél.: 721.18.81

Du 25 avril au 27 mai à la **Maison de la Culture, théâtre des Amandiers**, **Exposition du peintre chilien Humberto Lored**, de dessins à l'encre de Chine, de gouaches

ORLEANS

Au **Carré Saint-Vincent** le 30 avril à 20h30 **Barbara Cook**

ST MARTIN D'HERES

Au **Hall des sports**, à 21 Heures, **Djamel Allam** le vendredi 1 mai

CHEF BOUTONE (79)

A la **Salle des Fêtes**, place **Cail** à 21 h, un immigré suit suisse **Michel Bulher** le 2 mai.

ST HERBLAIN

Festival de l'immigration du 24 avril au 9 mai

- Portugal :

Samedi 2 Mai au **gymnase de l'Angevine** à 20h30, spectacle du **groupe folklorique des Portugais de Pau**.

- Maghreb :

Mardi 5 mai au **Centre Socio-culturel de la Bernadieu** à 20h30 film : « **Le Soleil des Hyènes** » de **Ridha Behi**

Mercredi 6 mai au **Centre socio-culturel du Pillon**, même film - débats animés par le **Gasprom**.

- Tournoi de foot .

Vendredi 1er mai aux terrains de l'Angevine et du Hérault. Joueurs de **St Herblain** et équipes portugaises, marocaines, algérienne, tunisiennes, turques et réunionnaises.

Clôture :

Samedi 9 mai à la **Maison des Jeunes du Jamet** à 20h : débat avec **l'écrivain Mohamed Dhelid** (« **med Dhelid** » (« **L'Érill kabyle** ») à 21 h, spectacle avec le groupe **Imazijan Imula** ».

ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCES ... ANNONCES GRATUITES ... ANNONCE

CONTACTS

Jeune Algérien 19 ans, désire correspondre avec jeunes émigrés aimant le sport, musique, aventure. Ecrire à **M. Machou Mustapha Aokas** Wilaya de Bejaia (Algérie)

Jeune Algérien désire correspondre avec de jeunes émigrés (ées) aimant voyager, la pop musique, le sport. Ecrire à **M. Kaoute Khelaf**, Cité des Frères Chabali Bt 2 n° 5, Bejaia (Algérie).

Jeune Algérien désire correspondre avec des jeunes garçons et filles aimant la musique, le sport, la nature, le cinéma, les voyages, échanges d'idées et de pensées, la collection de cartes postales. Ecrire à **M. Haraoui Farid - SH**, DTP SEM Bte postale 71 TFT BASE IN AMENAS (Algérie).

Jeune Algérien désire correspondre avec jeunes filles de tous pays âgées de 18 à 24 ans, aimant les sports, les voyages, la musique. Ecrire à **M. Kerrouche Mohamed**, Cité Bou Boumerdes Plage - Alger (Algérie).

Jeune Algérien désire correspondre avec jeunes émigrés (ées) de tous pays pour amitié, échanges d'idées, de cartes, de voyages. Ecrire à **M. Khadraoui Yacine Rocher** Noir Plage, Boumerdes Alger (Algérie).

Jeune Algérien désire correspondre avec jeunes filles âgées de 16 à 20 ans, aimant les voyages et la musique. Ecrire à **M. Belkhenchir Abdelkader** - INH DRC - Boumerdès

Jeune Algérien désire correspondre avec jeunes filles âgées de 16 à 20 ans, aimant les voyages, sport, musique. Ecrire à **M. Youbi Hamid**, Cité des Frères Marlotés - Boumerdès Plage - Algérie.

Jeune Algérien 21 ans, souhaite correspondre avec jeunes filles de tous pays pour lier amitié. Ecrire à **M. Alilouche Mustapha**, Cité Universitaire du 19 juin 1965 Mostahanem - Algérie.

Jeune Algérien, 23 ans désire correspondre avec jeunes émigrés (es) âgé (es) de 15 à 23 ans. Ecrire à **M. Bouberrda Ali Ben Mohamed** à Ouled Haddadj Réghaia Alger.

Jeune étudiant algérien, 20 ans, désire correspondre avec jeunes filles émigrées âgées de 16 à 21 ans, aimant la mer, nature, musique, camping. Ecrire à **M. Lamine Boualem Cité Universitaire (I.I.A.)** Mostaganem - Algérie.

Jeune Algérien âgé de 18 ans, souhaite correspondre avec jeunes émigrés (es) aimant les voyages, nature, musique, danse, sport. Ecrire à **M. Abid Lyazid - Souk El Tenine - Lhota - Wilaya de Bejaia - Algérie**.

Etudiant algérien, 21 ans, souhaite correspondre avec jeunes émigrés (es) aimant la musique, danse, sport, voyages. Ecrire à **M. Idres Arezki - Cité Universitaire Hasnaoua - Pavillon A** Chambre n° 15 Tizi Ouzou Algérie.

MESSAGES

M. Nehar Mustapha demeurant à Paris, est prié de prendre contact avec **Mlle Abed Zaima**, Lycée de Maghnia (Algérie).

M. GAfsi Layachi, né en 1940, à Annaba dont le dernier domicile connu était 73, rue Sarraill - Troyes - 41 A Rue des Pommiers - 93300 Pantin.

M. Hadj Youcef Bousad né le 27 09 1937 à AGgoucha (Algérie) résidant actuellement dans la région parisienne est prié de prendre contact avec son épouse **Mme Rabahi Ghemina**, chez **M. Rabahi Amar** demeurant au **Bd Achour Mohamed**, à **Ahmer El Ain** (Blida).

M. Belaid Djilali Ould Abdelkader désire renouer contact avec sa tante : **Balegh taounza Bent Abdelkader Ould Habib** et **Benabdelmoula Fatma Bent Larbi**, née à Chouly commune de Ain Fezza - Wilaya de Tlemcen. Ecrire à **M. Belaid Djilali** rue de la Gare n° 27 - Ain Fezza. Wilaya de Tlemcen.

Mme Lefouala née Bahan Fatima recherche son époux **M. Lefouala RABAH** qui n'a pas donné signe de vie depuis son départ vers la France en 1978. Toute personne susceptible de fournir un renseignement voudra aviser son épouse qui se trouve actuellement abandonnée avec ses deux enfants à **Bouhatem Daira** de **Ferdjioua**. Wilaya de **Jijel** (Algérie).

M. Djidel Mohand Amezia, né à m'Chedallah (ex Maillot-Grande Kabylie), fils de **Mohammed** et de **Touder Mébarka**, qui a quitté l'Algérie en 1954 et dont la dernière adresse connue était 4, rue **Charlemagne**, Paris 4^e, est prié de contacter son fils **M. Djidel Youcef** Instituteur à l'école de **Chorfa-Centre**, Commune de **Chorfa**, Wilaya de **Bouira** (Algérie).

M. Kireche Mohamed, né le 11 mai 1946, à Ouaguenoune, est prié de donner de ses nouvelles, à **M. Amarouche Md 7**, rue d'Austerlitz - 76600 Le Havre. Dernière adresse connue : 1, rue **Roger Salengro** - 62330 Pas-de-Calais.

M. Aribi Mohamed né en 1934 à Ouled Amour (Médéa) est prié de contacter son cousin **M. Maameri Said**, boîte Postale n° 22 - **Hassi Messaoud** (Algérie).

*** Européen**, 39 ans, études universitaires, souhaiterait faire connaissance avec une femme d'esprit ouvert et de caractère fiable. Origine sans importance, mais connaissant le Maghreb. Merci pour ta réponse, et écris à **M.W. Fantasy - BASTIDE Roman**, 13120 Gardanne, qui fera suivre, car je suis en déplacement courte durée.

*** Jeune Algérienne**, désire correspondre avec jeunes « immigrés ». Ecrire à **Mlle Bengerza Sorayla**, n° 5 rue **Laribi Mohamed** (ex. Cité Rousseau), Tracet, Algérie.

Meddahi Mustapha, 21 ans, rue **Rabah Dermouche Djebahia** - Wilaya de **Bouira**, désire correspondre avec jeunes filles et garçons aimant échanges d'idées, de timbres, la physique et les mathématiques.

*** Haifa**, étudiante à Constantine, est priée de contacter **Mlle Marie-Laure Di Marco**, 60 rue **Sausheim** 68100 Mulhouse. C'est au sujet de « T ». C'est très important.

*** Haraoui Farid** 28 ans, SG.DTP SEM BP n° 71 TFT Base in-Aménas (30) Désire correspondre avec des jeunes filles et garçons, aimant la musique, la nature, les voyages, échanges d'idées et des pensées, la lecture, le cinéma, collection des cartes postales.

Détresse. Cherche correspondant(e)s tous âges, un rayon de soleil au sein de ma détresse, peut boire : afin de briser ma solitude et la monotonie cruelle de ces jours sans fin réponse assurée à toutes et à tous. **M. Benyettou Kader**, n°104 705 D1 G2 49, 7 avenue des **Peupliers**, 91705 **Flcury-Mérogis**.

A l'approche des vacances, si vous voulez faire un peu de tune, passez-moi un cable au 238 32 51, le matin, je vous expliquerai de quoi il retourne. **Alan**.

Cession intensive d'arabe maghrébin à Paris 18^e du 6 u 17 juillet, 60 heures de cours pour tous niveaux. Renseignements : **Association Alphatis-Maghrébin**, 27 rue de **Chartres**, 75018 Paris.

Jean-Christophe donne des cours de guitare (folk, country, classique, etc...). Prix intéressant, le mec aussi d'après **Henri**. Tél.: 241.25.19.

Mère célibataire, cherche urgent travail parce que je ne dispose plus de moyens pour moi et mon enfant. Je cherche n'importe quoi, ménages, gardes d'enfants, serveuse dans restaurant, etc ... Contacter le journal qui transmettra. Je vous remercie.

Nouvelle de prison :

Elle n'est jamais revenue !



Elle descend tout doucement les escaliers. Arrivée sur la place, elle soupire un grand coup et se dirige vers l'arrêt du bus. Le vent léger balaie tout doucement ses longs cheveux noirs et luisants.

Les commerçants ouvrent leurs boutiques, dans un grincement de rideaux de fer. Quelques ouvriers recouverts de tenues en plastique et chaussés de bottes, nettoient à coups de jets d'eau la place.

Elle attend calmement et de temps en temps, elle jette un regard sur d'autres passagers. Dans ses yeux noirs, toute une vie se reflète.

La ville est calme, elle se réveille avec modération de ses ébats.

Le car apparaît, laissant derrière lui une grosse traînée de fumée. A l'arrêt, le contrôleur, d'une voix rauque, lance aux passagers qu'il faut avancer. Bien qu'elle soit la dernière, elle réussit à monter ; la porte automatique en se refermant, frôle son dos. Elle serre fortement son sac.

Au démarrage (brutal), les passagers perdent leur équilibre d'un élan en avant, d'un élan en arrière. Le bus longe le grand boulevard aux grandes arcades.

Au dessous, le port, quelques bateaux de marchandises, ainsi qu'un autre, blanc avec quelques raies vertes, qui déverse périodiquement les exilés sur l'autre rive... La mer est très bleue, calme, le soleil rayonne.

Elle se sent mal à l'aise ; prise entre un groupe d'hommes, aux moindres secousses du car, les corps mâles se frottent contre le sien. A l'arrêt de la « Grande Poste », une fois descendue, son corps souple enveloppé

d'une longue robe, retrouve ses mouvements. Matière première à la convoitise des puissants-impuissants.

Devant l'entrée de la poste, à côté d'un traducteur avec son fez, un groupe de trois femmes, discutent entre elles. Toujours d'un pas lent qui dessine bien sa silhouette, elle gravit les escaliers, rejoint le groupe. Après les embrassades, elles se dirigent vers une rue, rejoindre leurs bureaux de travail. Des fenêtres, sortent des airs de touchia, de zorna, de fantasia... des gargotes, sortent des odeurs culinaires qui embaument toute la rue. Autour de petites tables, les hommes de leurs yeux, boivent le petit groupe déambulant comme une potion magique. Arrivées à l'entrée de l'immeuble blanc, elles sortent de leurs sacs leurs laisser-passer, qu'elles présentent au vieux garde, un ancien Moudjahid. Dans chaque bureau, le portrait du Président défunt est accroché au mur. Son regard profond...

Elle s'installe et se met à consulter la pile de feuilles dactylographiées, puis sort de son sac le portrait d'une femme qu'elle pose sur le coin droit du bureau. Avec ses yeux noirs aux prunelles étincelantes, elle le fixe longuement. Un champ de théâtre se redéploie au travers de son corps : sa mère était chargée avec d'autres femmes, dans Alger quadrillée, de transporter tracts, armes, munitions, explosifs du quartier « arabe » au quartier « européen ». Elle fut parmi les premières à se dévoiler et à s'habiller à l'Européenne, pour mieux pénétrer dans la zone « ennemie ». Elle n'avait plus de relations avec ses parents traditionalistes. Son mari lui, était mort au cours d'un bombardement en tentant avec une katiba de franchir le barrage à la frontière Est.

Au cours d'une nuit, les léopards

renseignés, ratissent toute la kasbah et elle est découverte dans la petite pièce exigüe avec tout un matériel pour la Révolution. Conduite dans une villa d'El Biar, elle n'est jamais revenue. Elle se ressaisit, lorsqu'un homme d'une trentaine, habillé d'un costume velours, pénètre dans le bureau et lui donne quelques ordres. Elle se remet à consulter la pile de feuilles dactylographiées. Une phrase marquée chaque matin dans le quotidien lui revint : « la révolution par le peuple et pour le peuple ». L'existence... En fin de journée avec ses collègues de travail, elles refont le même chemin quotidiennement, se quittent toujours à la Grande Poste. Le point stratégique de tout rendez-vous. Aujourd'hui, elle ne souhaite pas rentrer de suite à la maison. Elle veut rester avec ses collègues et discuter... Etre femme dans une nation, participer à la guerre d'indépendance pour édifier cette nation. Elle ne rencontre que l'écho de sa voix. Lasse d'être en face des « Jours de France », des « Marie-France », des « Chanel », des « Cardin », elle se lève, et, d'un pas lent, se dirige vers l'arrêt du bus. Enveloppée d'images du passé et de celles de l'avenir, elle attend. Jusqu'à quand ?

Du car, elle remarque que le bateau tout blanc avec quelques raies vertes est parti.

Dans ce bateau qui tangué, les yeux se croient dans un mélange de joie pour certains et de tristesse pour d'autres. Ils sont jeunes, étudiants, envoyés dans les écoles occidentales, par leurs familles qui ont des moyens financiers, ou par l'état. Autour d'une table de la buvette, sur la terrasse balayée par le vent, ils siroient des oranginas, en poussant des grands rires. Ils rêvent, imaginent les grands campus recouverts d'un gazon fraîchement coupé.

Ils étaient fellahs, descendus des montagnes, venus des plaines. Fellahs sans terre pour la plupart d'eux. Fuyant la misère pour les bidonvilles dans l'espoir de trouver du travail.

Ils sont tellement nombreux, qu'il est possible d'en faire une armée.

Dans leurs nouveaux baraquements, faits de murs de roseaux, recouverts de tôles récupérées ; apercevant les villas blanches sur la colline voisine ; ils vivent, du moins, ils essayent de vivre. Journallement, au lever du soleil, après la prière, ils partent à la recherche d'un emploi. Les visages gardent les traits des hommes de la terre, de leurs mains émanent des odeurs de jasmin, et de thym. Mélangés à une foule dense, au milieu des klaxons, il leur arrive de se perdre. Le soir, au coucher du soleil, ils rentrent, fatigués, bredouilles.

La femme a réussi à moudre quelques grains de blé, des fois de l'orge, avec lesquels elle a préparé la galette. Les enfants grandissent.

Silencieusement, assis sur un vieux tapis, autour d'un bol d'huile d'olive, ils trempent la galette par petit morceau et les quelques figues sèches, amenées de la montagne. Ils mangent humblement.

Dans la ville, il y a un office... Quelques affiches placardées sur la grande vitrine, relatent la vie moderne, le développement économique.

Ce matin-là, une longue file d'hommes s'étire sur le trottoir. Munis d'un numéro, ils attendent, chacun son tour, pour passer une visite médicale. Une épreuve pour tester la résistance de leurs forces, leurs muscles. Certains sont viables, d'autres...

Après quelques courses, les adieux, les larmes, les viables partent. La mer a emporté sur ses vagues, vers l'exil,

Elle remettait le voile, quelquefois, et, en femme éclairée,



Mohand Hamami

elle ouvrait la route, suivie d'un responsable, d'un fidaï...

une partie du peuple. Les oliviers, les figuiers, la djemâa sont loin, maintenant.

La brume, que les grandes chemins dégagent, les embrasse chaque jour. C'est un pays en pleine expansion. Depuis des années, ils travaillent. C'est un pays en pleine expansion. Leurs forces, chargées des travaux les plus pénibles. Les gratte-ciel défient le ciel, les autoroutes à l'infini, les mines de plus en plus profondes.

Leurs logements, dans les quartiers, les vieux quartiers aux immeubles dégringolants. Les marchands de sommeil sévissent et les lits tournent à la cadence des trois huit. Certains y échappant se retrouvent dans les foyers-casernes. Leurs économies envoyées à leurs femmes, leurs frères, leurs cousins, faire vivre la famille. De temps en temps, ils font un saut pour la retrouver. Par la même occasion, avoir des rapports avec leurs femmes. Dans le pays où ils travaillaient, c'est la castration et les prostituées, qui, parfois, leur opposent un refus.

Pendant le repos du dimanche, ils se retrouvent entre « frères » après une pénible semaine.

Les années passent jusqu'au jour de l'augmentation du prix de l'« or noir ». Ils ont osé défier les puissances. Quelle offense pour elles ! Les nostalgies ne sont pas mortes. Les fellahs devenus les martyrs de « l'or noir ». Parmi eux, quelques uns sont retrouvés noyés, d'autres une balle dans la tête. Certains furent « suicidés » dans les commissariats, d'autres encore perdirent leurs vies, déshonorés par les bombes. Les cercueils affluèrent sur la mer, emportés par les vagues vers ces rives lointaines.

Dans les rues fleurissent les slogans « nous n'avons pas de pétrole, mais nous avons des idées », « ils viennent manger notre pain ».

Les muscles vieillissent, et n'ont plus les mêmes rendements.

Les stoliériades s'appliquent, approuvées par la très grande majorité. Avec les temps modernes, les bulldozers apparaissent. Dans les valises de l'exil, seule la musique y reste. Les oliviers, les figuiers, la djemâa sont loin. Ils attendent, attendent que le retour leur verse de l'eau pour les rafraîchir du soleil, qui les caresse chaque jour. Elle attend le retour pour animer la discussion. Les femmes, les enfants attendent aussi.

Autour d'un thé à la menthe, et d'un couscous, la musique coule, et par ses rythmes, fait parler ses lointaines racines, incrustées dans une terre fertile.

Mohand Hamami est actuellement transféré à Varcès. Lui écrire . B.P. 15 - 38760 Varcès Ou écrire au Journal qui transmettra.